



RAPPORT ANNUEL 2010-2011



« Réfléchissez à tout ce qu'il sera possible de réaliser lorsque les femmes seront pleinement autonomisées en tant qu'agents du changement et du progrès au sein de nos sociétés. »

—MICHELLE BACHELET, DIRECTRICE EXÉCUTIVE D'ONU FEMMES

Rapport Annuel 2010-2011

Avant-propos	2
Donner leurs chances aux femmes	4
Faire progresser les normes et standards	6
Coordonner les efforts du système des Nations Unies	8
Domaines d'intervention prioritaires	
<i>Renforcer le leadership et la participation des femmes</i>	10
<i>Renforcer l'autonomisation économique des femmes</i>	12
<i>Mettre fin à la violence contre les femmes et les filles</i>	14
<i>Impliquer les femmes dans les réponses en matière de paix et de sécurité</i>	16
<i>Plans et budgets sensibles au genre</i>	18
Constituer des partenariats stratégiques	20
Fonds d'affectation spéciale	
<i>Fonds d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes</i>	22
<i>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes</i>	24
Etats financiers	26
Contacts	31

« En autonomisant les femmes, nous autonomisons les communautés, les nations et la famille humaine toute entière. »

—BAN KI-MOON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES



Un consensus sur l'égalité

Avant-propos du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon

En cette année d'inauguration d'ONU Femmes, nous célébrons également tout ce qui a rendu possible cet engagement historique en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Les gouvernements ont été visionnaires. Les partenaires de la société civile se sont engagés dans une opiniâtre mobilisation. Le personnel des Nations Unies a agi avec dévouement. La création d'ONU Femmes a été une tâche difficile, mais, ensemble, nous avons réussi, car nous savions nécessaire le fait de pouvoir compter sur un solide porte-drapeau de la cause des femmes dans le monde.

ONU Femmes est un élément essentiel de l'élan international général en faveur de la promotion des droits des femmes. Nous avons constaté des progrès sur de nombreux fronts, depuis de nouvelles poursuites judiciaires pour crimes de guerre suite à des violences sexistes, jusqu'aux 40 milliards de dollars promis en faveur de la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants. Jamais autant de femmes n'auront occupé de postes de direction.

Cette année marque également le 100^{ème} anniversaire de la Journée internationale de la femme. Si nous avons parcouru beaucoup de chemin en un siècle, beaucoup reste à faire. En dépit des progrès observés, les femmes à travers le monde portent toujours le fardeau de la discrimination. Elles sont moins payées que les hommes à travail égal. Elles se voient rarement accorder un rôle égal au sein des conseils d'administration, des parlements ou autour des tables de négociations de la paix. Des millions de femmes et de filles sont victimes d'abus dans leur propre foyer, au sein-même de ce qui devrait pourtant être un refuge.

ONU Femmes est guidée par la conviction fondamentale qu'investir dans les femmes est une action non seulement juste, mais également la plus sensée. Les femmes sont les soutiens financiers qui peuvent aider leurs familles, leurs communautés et leurs pays à sortir de la pauvreté. Elles sont les mères qui peuvent nourrir leurs enfants, et les meneuses qui éduqueront la génération future. Elles sont les agents de police et de réconciliation qui renforcent la paix et la stabilité.

Ce sont les femmes marginalisées par le manque d'opportunités économiques et autres qui ont le plus besoin d'ONU Femmes. C'est la raison pour laquelle nous sommes attachés à travailler avec les Etats membres et nos autres partenaires là où le besoin est le plus ressenti, là où les bénéfices de la prospérité et de l'éducation ne sont pas encore largement partagés.

Je crois fermement en un avenir où les femmes auront la liberté de diriger leurs sociétés et d'y contribuer, et où les filles pourront grandir en toute sécurité, en bonne santé et en bénéficiant d'une éducation appropriée, et je soutiendrai ONU Femmes de toutes les manières possibles. Grâce à la création d'ONU Femmes, nous nous rapprochons de notre objectif d'un monde sans discrimination, qui valorise et protège pleinement les femmes et les filles. Tous ensemble, réalisons cette vision.

« J'imagine un avenir où l'égalité des sexes est comprise par tout le monde, en tant qu'élément fondateur de la justice, du développement et de la démocratie. »

—MICHELLE BACHELET, DIRECTRICE EXÉCUTIVE D'ONU FEMMES



Un tournant pour les femmes

Avant-propos de la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Michelle Bachelet

C'est un privilège d'être la toute première dirigeante d'ONU Femmes. Je suis déterminée à faire en sorte qu'ONU Femmes conduise et inspire les actions menées à bien au niveau mondial en faveur de l'égalité des sexes, en rassemblant de nouvelles énergies et de nouveaux talents, et en encourageant les hommes et les femmes d'horizons différents à nous rejoindre dans cette entreprise commune.

La réalisation de l'égalité des sexes et des droits des femmes au niveau mondial est une tâche qui constitue un défi pour chaque pays, qu'il soit riche ou pauvre, du nord ou du sud. En 2010, lorsqu'ils ont pris la décision historique de créer ONU Femmes, les Etats membres des Nations Unies ont affirmé que nous devons tous et toutes être à la hauteur de ces défis, et qu'ONU Femmes devait les aider à conduire et défendre la cause de ce processus, pour les femmes et les filles des quatre coins de la planète.

Le siècle passé a sans aucun doute vu une expansion sans précédent des droits des femmes, dans le cadre d'une des révolutions sociales les plus profondes que le monde ait jamais connue. Il y a un siècle, deux pays seulement octroyaient le droit de vote aux femmes. Aujourd'hui, celui-ci est quasiment universel. Des millions d'hommes et de femmes autour de la planète se mobilisent désormais pour mettre fin à la violence contre les femmes, et un nombre record de deux tiers des pays du monde ont adopté des lois à l'encontre de celle-ci.

Le rythme du changement est toutefois préoccupant. Il est intolérable qu'aujourd'hui encore des jeunes filles soient retirées de l'école, ou que des femmes meurent de complications évitables dues à l'accouchement, pourtant ces situations continuent à se produire quotidiennement. Les filles ont toujours moins chances d'aller à l'école que les garçons. Deux adultes analphabètes sur trois sont des femmes. Toutes les 90 secondes, une femme meurt des suites d'une grossesse ou d'un accouchement. Les femmes ne bénéficient pas d'un accès équitable aux actifs économiques essentiels tels que la terre et le crédit.

Les femmes paient le prix fort de la discrimination, mais elles ne sont pas les seules à le faire. La qualité de notre démocratie, la

force de nos économies, la santé de nos sociétés et la durabilité de la paix — tout cela se retrouve sapé lorsque nous n'exploitons pas la moitié du talent et du potentiel du monde. Lorsque les femmes ont accès à l'éducation secondaire, à de bons emplois, à la terre et aux autres actifs, la croissance et la stabilité nationales s'en trouvent renforcées, et nous assistons à une réduction de la mortalité maternelle, à une amélioration de la nutrition de l'enfant, à une augmentation de la sécurité alimentaire, et à une diminution des risques de VIH et de sida. Le mandat donné à ONU Femmes d'appuyer une accélération des progrès en faveur de l'égalité des sexes est donc à la fois moralement juste et politiquement et économiquement judicieux.

Nous avons beaucoup à faire, mais nous pouvons également nous appuyer sur de grandes forces. ONU Femmes est déjà active dans des domaines stratégiquement importants pour accélérer les progrès en faveur des femmes. En 2010 et 2011, les programmes menés à bien par ONU Femmes dans toutes les régions du monde ont permis de renforcer le leadership des femmes, d'élargir les possibilités économiques des femmes, de mettre les femmes au cœur des plans et des budgets, ainsi que d'amener les femmes autour des tables de négociations de la paix.

Dans l'avenir, nous savons qu'ONU Femmes ne peut à elle seule réaliser tout ce qui doit être fait. Nous ne remplacerons pas le travail efficace effectué par d'autres ; nous les aiderons plutôt à orchestrer les différentes actions et précieux apports, afin qu'ils contribuent à en renforcer l'impact et à en accélérer les progrès. Nous toucherons les partenaires du système des Nations Unies, les groupes de femmes et le secteur privé, et nous nous engagerons aux côtés d'une large palette d'acteurs politiques, dont les ministres des Finances et du Commerce ainsi que de la Santé et de l'Education. A leur demande, nous aiderons les pays à établir des normes en matière d'égalité des sexes, et appuierons la mise en œuvre de politiques, programmes et budgets pour les réaliser. J'ai l'espoir qu'un jour, nous regarderons derrière nous et considérerons 2011 comme le début d'une nouvelle ère pour l'égalité des sexes et l'avènement d'un monde meilleur pour tous et toutes.

Crédit photo : Marco Castro—UN Photo



ONU Femmes défendra la cause de l'égalité des sexes aux quatre coins du monde. La Directrice exécutive Michelle Bachelet visite le camp de réfugiés d'Ifo, dans le nord du Kenya, afin d'évaluer la situation sécuritaire des femmes et filles réfugiées somaliennes sur le plan de la sécurité.

DONNER LEURS CHANCES AUX FEMMES

Le 2 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris une décision courageuse et ambitieuse qui a donné lieu à des manifestations d'enthousiasme et de bonne volonté à travers le monde. Aux termes d'une résolution adoptée à l'unanimité, elle a créé l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ONU Femmes. Cette décision a illustré un engagement sans précédent de l'ensemble des Etats membres des Nations Unies en faveur du renforcement de leur appui à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Et elle a marqué l'apothéose de nombreuses années de mobilisation de la part des organisations de la société civile en vue de créer une organisation des Nations Unies plus forte, résolue à promouvoir les femmes et les filles à travers le monde et à répondre à leurs besoins.

« Il s'agit de faire participer la moitié de l'humanité. Le progrès des femmes signifie... le progrès du monde. »

—U. JOY OGWU, AMBASSADRICE DU NIGÉRIA AUPRÈS DES NATIONS UNIES, PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ONU FEMMES POUR 2011

Dotée d'un mandat universel couvrant tous les pays, ONU Femmes a trois fonctions principales : Appuyer les délibérations des Etats membres des Nations Unies au niveau mondial, au sein d'organes intergouvernementaux tels que la Commission de la condition de la femme, où les politiques, normes et standards internationaux sont négociés et adoptés ; mener et coordonner les initiatives déployées dans l'ensemble du système des Nations Unies en vue de réaliser l'égalité des sexes ; aider les pays à traduire les standards internationaux dans la pratique, en vue de réaliser de véritables changements dans les vies des femmes. L'aide apportée par ONU Femmes vise en priorité à appuyer le leadership des femmes ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; promouvoir la participation des femmes aux processus de paix et de sécurité ; et assurer que la planification et la budgétisation publiques répondent aux besoins et aux droits des femmes.

ONU Femmes est devenue opérationnelle le 1er janvier 2011. Ses fondations sont solides, étant constitué de la fusion de quatre entités des Nations Unies consacrées à l'égalité des femmes : la Division pour l'avancement des femmes, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, et le Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes. En créant ONU Femmes, on a reconnu que la mise en commun des ressources, des mandats et de l'expertise permettrait d'accélérer l'élan en faveur de l'autonomisation de la femme. ONU Femmes est désormais prête à jouer son rôle de porte-drapeau de la cause des femmes et des filles dans le monde.

Sa vision, explicitée dans son premier Plan stratégique pour 2011-2013, est celle d'un monde où les sociétés sont débarrassées de toute discrimination sexiste, où les femmes et les hommes ont les mêmes chances, où le développement général des femmes et des filles est assuré de manière à leur donner la possibilité d'être des agents actifs du changement, et où les droits des femmes sont défendus dans toutes les initiatives visant à renforcer le développement, les droits fondamentaux, la paix et la sécurité.

En septembre 2010, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a annoncé la nomination de Michelle Bachelet, respectée dans le monde entier en tant qu'ancienne Présidente du Chili, comme première Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive chargée à la tête d'ONU Femmes. En janvier 2011, lorsque le Conseil d'administration d'ONU Femmes

nouvellement mis en place s'est réuni pour la première fois, Mme Bachelet a commencé à esquisser la feuille de route de l'organisation par le biais d'un Plan d'action sur 100 jours. Ce dernier met en œuvre une série de nouveaux partenariats incluant les agences des Nations Unies, les défenseurs des droits des femmes, le secteur privé et les universités, entre autres, lançant de nouvelles initiatives telles que la préparation d'un ensemble de services minimum d'urgence pour les femmes et les filles victimes de violences sexistes.

Le premier Plan stratégique d'ONU Femmes s'appuie sur le plan d'action, renforcé par des consultations menées avec 5.000 partenaires issus des gouvernements, de la société civile, du système des Nations Unies et du monde universitaire de 71 pays et des cinq régions du monde. Il souligne également les domaines d'intervention prioritaires d'ONU Femmes, décrits de manière plus détaillée dans le présent rapport.

ONU Femmes a célébré son lancement en février 2011 dans la Salle de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le feu des projecteurs des médias internationaux. Plus de 2.000 personnes présentes au Siège ont été rejointes par des spectateurs de 184 pays grâce à une diffusion sur le Web, tandis que de nombreuses personnalités issues du monde de la politique, du spectacle, des affaires, des médias et du cinéma saluaient la naissance d'ONU Femmes comme un moment historique pour les femmes du monde entier.

Le 8 mars, Mme Bachelet s'est rendue au Libéria pour célébrer le 100ème anniversaire de la Journée internationale de la femme, rappelant que la première commémoration de cette journée avait constitué une étape historique. Beaucoup a été réalisé depuis, mais l'égalité des sexes demeure un processus inachevé. Rappelant aux peuples de la planète que le monde ne saurait patienter un siècle de plus pour exploiter pleinement la ressource énorme que constituent les femmes, elle s'est engagée à mettre à profit les connaissances et l'expertise d'ONU Femmes en vue de réaliser de véritables progrès en matière d'égalité des sexes et d'encourager les partenaires à travers le monde à appuyer cet objectif.



L'Albanie fait partie des pays qu'ONU Femmes aide à se conformer aux normes en matière d'égalité des sexes, normes qui font partie intégrante des critères d'entrée dans l'Union européenne.

FAIRE PROGRESSER LES NORMES ET STANDARDS

Les engagements, normes et standards internationaux en matière d'égalité des sexes sont établis aux termes d'accords intergouvernementaux. Ils donnent lieu à un large éventail d'actions au sein des pays, lorsque les Etats, en collaboration avec les défenseurs des femmes, adoptent de nouvelles lois, des programmes ainsi que les budgets pour les mettre en œuvre. ONU Femmes appuie de nombreux aspects de ce processus, s'appuyant sur les accords de base en matière d'autonomisation des femmes, notamment le Programme d'action de Beijing (1995), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Déclaration du Millénaire (2000), et les engagements pris par le Conseil de sécurité, tels que la résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité.

« Je rêve d'un monde où chaque femme a la possibilité de devenir ce qu'elle souhaite, complètement et quoi que cela soit. Je souhaite qu'ONU Femmes aide les femmes et les hommes de tous les pays à bâtir ce monde en fonction de leurs spécificités et à créer une solidarité avec d'autres régions du monde dans un effort commun. »

—NICOLE MAGLOIRE, HAÏTI

La Commission de la condition de la femme des Nations Unies est le principal organe intergouvernemental dédié à la promotion de l'égalité des sexes, et ONU Femmes a la responsabilité principale de l'appuyer. Au cours de sa session annuelle de deux semaines, la Commission débat de thèmes centraux relatifs aux droits des femmes et à leur autonomisation, contrôle les progrès réalisés, et recommande des actions aux gouvernements, aux institutions financières, aux groupes de la société civile et autres.

En 2011, la Commission s'est penchée sur la question de l'accès et de la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, ainsi que sur l'égalité de l'accès au plein emploi et à un travail décent. Comme elles l'ont récemment montré par leur utilisation des médias sociaux dans les soulèvements qu'ont connus les Etats arabes, les femmes utilisent les technologies de l'information pour sensibiliser et façonner l'histoire. Le potentiel d'innovation des femmes n'est toutefois que très partiellement exploité, et les stéréotypes sexistes continuent à corrompre les opportunités d'emploi. Entre autres recommandations, la Commission a appelé à l'amélioration de la transition de l'éducation vers le plein emploi et un travail décent ; à l'augmentation du nombre de femmes employées dans la science et la technologie ; et à faire en sorte que la science et la technologie répondent aux besoins des femmes.

ONU Femmes a également apporté un appui clé aux Etats membres des Nations Unies lors de la 65^{ème} session de l'Assemblée générale en 2010, en particulier sur le suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et sur des questions comme la traite des femmes et des filles, et la fin de la violence contre les femmes. Les analyses et recommandations préparées par ONU Femmes ont aidé les Etats membres à renforcer le consensus mondial sur la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, en mettant un accent sans précédent sur le besoin de prévention.

Asie

Les normes en matière d'égalité des sexes sont également établies au sein des organes intergouvernementaux régionaux. ONU Femmes appuie l'élaboration d'accords régionaux sur l'égalité des sexes, et aide les pays à harmoniser leurs lois et politiques nationales lorsque cela est nécessaire. En 2010, lors d'une réunion ministérielle organisée par le Gouvernement du Bangladesh et ONU Femmes, huit nations regroupées au sein de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) ont adopté la Déclaration de Dhaka sur des engagements, nouveaux ou renouvelés, en faveur de l'égalité des sexes. Dans la Déclaration, les pays de la SAARC ont reconnu officiellement que la migration dans des conditions d'insécurité et la traite des êtres humains demeurent des défis majeurs dans la région, et ont convenu de produire davantage de données permettant de mesurer les écarts entre les sexes, de mener des audits au niveau de l'égalité des sexes et d'améliorer l'application des lois favorisant l'égalité des sexes.

Europe et CEI

Plusieurs pays d'Europe centrale et du Sud-Est comptent sur les conseils techniques d'ONU Femmes pour mettre les lois et politiques nationales en conformité avec les normes internationales et les exigences imposées pour accéder à l'Union européenne, qui mettent en exergue, entre autres priorités, l'égalité et l'inclusion sociale. En Albanie, ONU Femmes a appuyé la révision 2010 de la Stratégie nationale sur l'égalité des sexes et l'éradication de la violence domestique. Y figurent désormais une série de nouvelles dispositions visant à promouvoir les femmes aux niveaux politique et économique et à favoriser une coopération plus étroite des services destinés à protéger les femmes victimes d'abus. En vue d'une nouvelle Loi sur l'aide économique, les conclusions des recherches globales appuyées par ONU Femmes ont convaincu les législateurs d'adopter plusieurs réformes historiques favorisant les droits de groupes de femmes vulnérables. Pour la première fois, les avantages liés à la protection sociale sont désormais assurés aux victimes de la traite et de la violence domestique, et, dans les cas d'instance de divorce, les deux époux ont droit à une assistance.



La réponse coordonnée des Nations Unies aux inondations massives connues par le Pakistan a mis l'égalité des sexes au cœur de l'action humanitaire, par le biais de postes de distribution alimentaire dont l'accès a été facilité pour les femmes.

COORDONNER LES INITIATIVES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Au sein du système des Nations Unies, ONU Femmes a été désignée pour mener et coordonner le travail de l'ONU en matière d'égalité des sexes ainsi que pour promouvoir la responsabilité au niveau de la mise en œuvre des normes touchant à l'autonomisation et aux droits des femmes. Au moment où l'organisation s'oriente vers un rôle de coordinateur à part entière en 2011, ONU Femmes s'attachera en priorité à redynamiser les efforts déployés en vue d'adopter un plan d'action en matière d'égalité des sexes à l'échelle du système des Nations Unies. Celle-ci attribuera des responsabilités à toutes les parties des Nations Unies, et instituera des mécanismes pour contrôler les progrès, y compris des budgets ventilés par sexe qui permettront de suivre les changements qui s'opèrent au niveau de l'investissement dans la programmation de l'égalité des sexes.

Crédit photo : Asad Zaidi

« Les femmes ont beaucoup progressé, mais il est nécessaire de faire davantage, notamment dans les villages. Je veux qu'ONU Femmes travaille à redonner courage aux femmes dans les zones rurales. » —RAJ KISHORE RAI, INDE

Asie

Une des principales priorités d'ONU Femmes est d'aider les agences des Nations Unies exécutant les programmes dans les différents pays à contribuer le mieux possible à l'égalité des sexes. Le Pakistan est l'un des huit pays des Nations Unies à piloter le modèle « Unis dans l'action », en vertu duquel les agences des Nations Unies mettent en place de nouvelles manières de coordonner et d'harmoniser l'efficacité. Lorsque des inondations dévastatrices ont balayé la majeure partie du pays en 2010, ONU Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population se sont unis, dans le cadre d'une vaste opération humanitaire, pour diriger l'Equipe spéciale des Nations Unies pour l'égalité des sexes. Afin de mettre l'égalité des sexes au cœur de tous les aspects de l'action humanitaire, l'Equipe spéciale a mené à bien une rapide évaluation des besoins, en accordant une attention spéciale aux femmes et aux filles sinistrées. Elle a attiré l'attention sur les résultats, à la fois lors de tables rondes avec le Président du Pakistan et des militantes, et dans le cadre d'un appel international de fonds d'assistance d'urgence de 2 milliards de dollars E.U.

Des experts de l'égalité des sexes ont été envoyés dans les centres humanitaires des zones inondées, et ont travaillé étroitement avec les équipes humanitaires pour distribuer des trousseaux d'hygiène aux femmes. Ils ont rendu les postes de distribution alimentaire plus accessibles aux femmes et établi des unités d'intervention d'urgence pour les victimes de violences basées sur le genre. Un appui en vue d'établir une Cellule pour l'égalité des sexes et l'enfant au sein de l'Autorité de gestion des catastrophes a été apporté dans le cadre de ces interventions. Cela a permis de renforcer la sensibilisation à l'égalité des sexes au sein des autorités nationales et provinciales, et de garantir qu'à l'avenir une attention spéciale sera portée à ces questions.

Etats arabes

En Iraq, ONU Femmes dirige l'Equipe de l'ONU au sein des forces spéciales pour l'égalité des sexes. En 2010, elle a soutenu la participation de l'Equipe de l'ONU à la rédaction du Plan de développement national de l'Iraq, qui inclut désormais l'égalité des sexes en tant qu'objectif prioritaire. Une participation approfondie à la préparation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, couvrant toutes les activités des Nations Unies en matière de développement en Iraq, a permis d'obtenir de solides engagements additionnels en faveur de l'égalité des sexes et des programmes communs des Nations Unies visant à faire avancer l'autonomisation des femmes. Au niveau du programme commun sur le développement du secteur privé, ONU Femmes travaille avec d'autres agences, apportant son expertise spécialisée pour assurer que les stratégies, politiques et règlements pertinents du secteur privé sont sensibles au genre et inclusifs. Le programme vise également à faire le lien entre les femmes et les qualifications, les emplois

et les actifs dont elles ont besoin en tant que moteurs d'une croissance économique durable et équitable.

ONU Femmes a également pris la tête des efforts conjoints déployés par six agences des Nations Unies en vue d'aider l'Autorité palestinienne à rédiger et finaliser une Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Cette initiative a été la première de ce genre dans la région arabe à faire appel à un processus de préparation largement participatif, qui a touché les groupes locaux, les femmes réfugiées et les autorités nationales. Cette stratégie vise à réformer ou à promulguer des lois là où nécessaires, et à appliquer celles qui existent en respectant pleinement les droits des femmes. Elle uniformise les initiatives existantes visant à mettre fin à la violence contre les femmes, en englobant le renforcement du maintien de l'ordre, l'application de la médecine légale aux cas de violence, l'élargissement des services sociaux et l'amélioration de la formation des travailleurs sociaux.

Niveau mondial

Au niveau mondial, ONU Femmes coordonne la campagne Tous UNiS pour mettre fin à la violence contre les femmes, lancée par le Secrétaire général des Nations Unies. Desancements régionaux et nationaux de cette campagne ont eu lieu à l'échelle du système des Nations Unies en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine et aux Caraïbes, mettant un coup de projecteur sur la question et suscitant le soutien de fonctionnaires de haut niveau, dont les Présidents du Mozambique et du Sierra Leone, ainsi que du Premier ministre de Thaïlande.

La campagne fait appel à une large palette de partenaires, tels que la Fédération nationale de Taekwondo et de kick-boxing du Tadjikistan, l'équipe féminine mozambicaine de basketball *Desportivo*, et des artistes populaires des Caraïbes. Ces derniers ont publié des messages d'intérêt public et composé des chansons appelant à l'avènement de communautés pacifiques, largement diffusés dans les médias et relayés lors de spectacles à guichets fermés. Le Réseau des dirigeants masculins du Secrétaire général, qui compte parmi ses membres des Chefs d'Etats comme le Premier ministre espagnol Zapatero, continue à encourager les hommes et les garçons à donner l'exemple.

La campagne de sensibilisation de Tous UNiS en 2011 a compris des activités créatives comme l'organisation d'un concert à l'occasion de la Conférence mondiale de la jeunesse de Mexico ou encore le lancement du jeu vidéo *Breakaway*, un jeu gratuit de football en ligne qui incite les garçons à modifier leurs comportements, élaboré par le Fonds des Nations Unies pour la population. Un jeu-questionnaire sur la fin de la violence contre les femmes, à faire en ligne, a par ailleurs été lancé dans le cadre de l'initiative Dites NON — Tous UNiS d'ONU Femmes.



Les femmes égyptiennes ont joué un rôle central dans la révolution. ONU Femmes a aidé les défenseurs des femmes à former des coalitions, et publié une charte appelant à la représentation équitable des femmes tout au long de la transition démocratique.

RENFORCER LE LEADERSHIP ET LA PARTICIPATION DES FEMMES

Les femmes à travers le monde sont des dirigeantes dynamiques et de puissantes avocates du changement. Mais l'espace laissé à leur leadership ainsi qu'une plus grande participation sociale et politique demeure restreints. A la mi-2011, seulement 28 pays pouvaient revendiquer d'avoir atteint ou dépassé le seuil critique de représentation de 30% de femmes parlementaires et seules 19 femmes étaient aux manettes de leurs pays, en tant que Chefs d'Etat ou de gouvernement.

ONU Femmes aide les pays à renforcer le leadership politique des femmes, y compris en adoptant des réformes constitutionnelles et des mesures temporaires spéciales visant à augmenter le nombre de femmes occupant des postes politiques. Cela contribue à donner aux femmes des chances de cultiver des compétences comme candidates et femmes politiques efficaces, ainsi qu'à assurer que la gestion des élections réponde aux préoccupations des femmes.

« Si un homme peut être président, une femme aussi. »

—GABRIEL PIERRE, HAÏTI

Etats arabes

Début 2011, ONU Femmes a immédiatement aidé les femmes pendant la transition politique en Tunisie. Un expert a été dépêché sur place pour aider la sous-commission électorale nouvellement constituée à assurer la prise de mesures en vue de réaliser la parité au niveau politique. Il était crucial de faire vite : la situation explosive faisait courir le risque d'un retour en arrière par rapport aux réalisations existantes de la Tunisie en matière de droits des femmes.

Les activités de plaidoyer et la conviction que des mesures spéciales s'imposaient ont contribué à réaliser un consensus sur le fait que les femmes doivent constituer 50% des candidats aux élections à l'Assemblée constituante. Ce changement historique pour la Tunisie a établi une nouvelle norme ambitieuse pour la région arabe et le monde dans son ensemble. En vue de renforcer davantage les fondations de cette démocratie naissante, ONU Femmes aide désormais les groupes de femmes tunisiennes à remettre à jour leurs compétences en matière de plaidoyer, qui ont été mises à mal par des années d'oppression politique, et a fait appel à des experts de la région afin qu'ils donnent des conseils sur la manière de mettre les préoccupations en matière d'égalité des sexes au cœur des processus de justice transitionnelle et de réconciliation de la Tunisie.

ONU Femmes s'est également activement engagée au lendemain de la révolution en Egypte, en apportant son soutien immédiat à une coalition de 500 groupes de femmes. La coalition est passée à l'action en veillant au processus de transition, et a travaillé à réaliser le consensus pour lancer une Charte de la femme égyptienne. Ses membres ont rencontré des journalistes pour souligner qu'il était important de mettre les droits des femmes au premier plan de l'ordre du jour politique, et ont présenté des rapports de situation présentant des exemples de disparités entre les sexes et de discriminations. Cela a amené les journalistes à écrire des articles sur les écarts entre les sexes, et les mouvements de la société civile, dont les groupes de jeunes, ont commencé à faire campagne pour sensibiliser et appeler à l'action dans toute la société égyptienne. La charte, lancée en juin, appelle à assurer la représentation équitable des femmes tout au long du processus de démocratisation, à respecter les engagements à l'égard de toutes les conventions internationales en matière de droits fondamentaux, à fournir des services de base, notamment aux femmes pauvres égyptiennes, et à corriger la législation discriminatoire, entre autres recommandations.

Afrique

Au Kenya, ONU Femmes gère un programme relatif à l'égalité des sexes et à la gouvernance, par l'intermédiaire d'un mécanisme de financement commun, financé par neuf gouvernements donateurs qui y contribuent depuis 2007. Le programme continue à s'appuyer sur des avancées significatives. Figurent au nombre de celles-ci l'Association parlementaire des femmes du Kenya,

qui s'est mobilisée avec succès pour l'inclusion de nouvelles dispositions en faveur de l'égalité des sexes, y compris la discrimination positive, dans la Constitution de 2010. La même année, l'association a soutenu l'adoption d'une nouvelle loi rigoureuse de lutte contre la traite des êtres humains, et s'est opposée à une motion en faveur du retrait du Kenya de la Cour pénale internationale.

Amérique latine et Caraïbes

Les femmes qui se retrouvent marginalisées par d'autres facteurs que le genre, tels que leur situation géographique ou leur appartenance ethnique, se heurtent à des obstacles supplémentaires au niveau de leur participation politique. En 2010, ONU Femmes a parrainé des programmes de formation à l'intention des femmes autochtones dans six pays des Andes et d'Amérique centrale en vue de surmonter ces défis. Les participantes ont acquis des compétences en matière de leadership, ont pris davantage conscience de leurs droits individuels et collectifs, et ont été formées sur la manière d'exiger le respect de ces mêmes droits. Cette formation avait pour objectif de donner aux femmes le moyen de réclamer justice, de participer à la prise de décisions politiques, et de forger les politiques publiques dans une perspective de genre et culturelle. Au Guatemala, les participantes au programmes ont mis à profit leurs nouvelles compétences pour demander l'amendement des lois électorales et relatives aux partis politiques de manière à ce qu'elles favorisent la réalisation de l'équité ethnique et entre les sexes. ONU Femmes a également aidé à la création du Réseau des associations de femmes d'Amérique latine et des Caraïbes élues au sein des gouvernements locaux: le *Red Lamugol*, comprenant des membres venus d'Argentine, de Bolivie, de Colombie, du Costa Rica, de l'Equateur, du Salvador, du Guatemala, du Pérou et de la République dominicaine.

Europe et CEI

Dans un certain nombre de pays, ONU Femmes appuie les réformes juridiques et judiciaires grâce à son expertise technique. La Géorgie a demandé des conseils à ONU Femmes au niveau de la rédaction et de la promulgation d'une nouvelle loi sur l'égalité des sexes de portée générale en 2010, qui renforce la participation politique des femmes, favorise l'égalité des sexes sur le marché du travail et établit un organe national destiné à faire respecter les droits des femmes. En Serbie, ONU Femmes a aidé l'Académie judiciaire, seul organe à dispenser une formation obligatoire à l'intention des fonctionnaires judiciaires, à adopter un nouveau programme sur l'application d'une législation internationale et nationale sur les droits des femmes. Cette dernière couvre des questions portant sur le droit à la propriété, le droit du travail, ainsi que les statuts anti-discrimination.



Si les femmes contribuent de manière primordiale à la sphère économique, dans l'économie informelle et sur les marchés dans toute l'Afrique subsaharienne, elles sont toutefois rarement prises en compte dans les stratégies économiques et les accords commerciaux. Appuyées par ONU Femmes, elles se mobilisent désormais en faveur de lois et de politiques ciblées visant à protéger leurs entreprises et leurs droits.

RENFORCER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Quand les femmes ont un accès égalitaire aux actifs économiques, à des moyens de subsistance décents et aux opportunités de leadership — les composantes de l'autonomisation économique — le bien-être économique augmente. Le Rapport sur l'écart entre les sexes du Forum économique mondial a montré que dans les 134 pays disposant de données pertinentes, on constate une corrélation entre le renforcement de l'égalité des sexes et la hausse du produit national brut. Mais bien trop souvent, la discrimination fondée sur le sexe continue d'amoinrir les options des femmes. Au niveau mondial, 50% des femmes ont des emplois précaires à faible rémunération, pouvant disparaître du jour au lendemain, et les écarts de salaires entre les sexes se situent toujours entre 10% et 30%.

« Je rêve d'un monde où... les Nations Unies aident les femmes à être plus indépendantes au niveau économique et à rendre le monde meilleur dans son ensemble. »

— REEM BADRAN, MEMBRE DU PARLEMENT JORDANIEN

ONU Femmes défend l'autonomisation économique des femmes comme un droit mais aussi comme une source de bénéfices considérables pour les sociétés et les économies. Elle aide les pays à promulguer des lois et des politiques qui améliorent l'accès des femmes aux ressources économiques et à établir des services leur permettant d'avoir des moyens de subsistance durables.

Afrique

Dans toute l'Afrique subsaharienne, les femmes vendent aux frontières des biens tels que les récoltes, des objets artisanaux, des appareils électroniques, des boissons et des vêtements. En tant que dirigeantes de petites entreprises, elles apportent des contributions cruciales, favorisant la réduction de la pauvreté en créant de la richesse et des emplois. Les femmes représentent jusqu'à 70% des personnes participant au commerce informel transfrontalier : une activité qui rapporte près de 18 milliards de dollars par an aux seules économies d'Afrique australe. Toutefois, dans la majeure partie des cas, les politiques économiques gouvernementales et les accords commerciaux généraux ont négligé ces femmes, ce qui fait qu'elles travaillent dans des conditions de protection ou d'appui très mauvaises. Elles n'ont que peu de chances d'obtenir un crédit pour pourvoir en capital leurs entreprises grandissantes ; l'extorsion de fonds et la violence sont des problèmes majeurs aux frontières.

Le programme relatif au commerce transfrontalier informel mis en œuvre par ONU Femmes dans 15 pays permet d'attirer l'attention sur la considérable contribution économique des femmes. Il promeut l'instauration de régimes fiscaux favorables, la mise en place d'institutions et de services apportant leur appui, ainsi que leur prise en compte dans les plans de développement nationaux. Il interagit directement avec les commerçantes transfrontalières, et se fait le porte-parole de leurs préoccupations lors des négociations commerciales mondiales, notamment au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Un partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a permis de mettre le doigt sur des carences statistiques qui rendent les commerçantes informelles invisibles dans les comptes économiques, ce qui accroît le risque d'exclusion des politiques et programmes en matière commerciale et de développement.

Le programme appuie les communautés économiques régionales et les pays individuels sur la base des priorités identifiées par les femmes. On peut ainsi citer à titre d'exemple, parmi les progrès réalisés au Libéria en 2010, la constitution de la première Association de femmes travaillant dans le commerce transfrontalier, qui regroupe les commerçantes et leurs défenseurs. Un programme commercial a été créé pour cultiver leurs compétences en matière de marketing et autres qualifications pertinentes, et la Banque centrale fournit désormais des prêts afin que des milliers de femmes puissent

avoir accès au crédit. Le travail réalisé avec le Bureau des douanes a permis de réaliser un tableau simplifié des droits de douane à l'attention des commerçantes, ainsi que de mettre en place un numéro d'urgence pour signaler les problèmes au franchissement des frontières. Deux nouveaux entrepôts fournissent un revenu à l'association de même qu'une installation de stockage essentielle pour les biens commercialisables pendant la saison des pluies.

Amérique latine et Caraïbes

En Amérique Latine, ONU Femmes, en partenariat étroit avec l'Organisation internationale du travail et les gouvernements nationaux, aide un groupe de travailleuses domestiques à se mobiliser pour le changement. Dans cette région, comme pratiquement partout ailleurs dans le monde, les travailleurs domestiques figurent parmi les employés les moins bien payés et les plus vulnérables. Retranchés dans les foyers, leurs possibilités d'entreprendre des actions collectives en vue d'améliorer leurs conditions de travail sont limitées. De nombreux systèmes juridiques continuent de fixer des normes moins contraignantes pour le travail domestique, voire ne prévoient aucune norme du tout.

ONU Femmes aide les travailleurs domestiques à entrer en contact et à faire pression pour obtenir de nouvelles protections. Au Brésil, en Bolivie, au Guatemala et au Paraguay, les travailleurs domestiques ont rejoint en 2010 une campagne de mobilisation internationale en faveur d'une convention de l'Organisation internationale du travail défendant leurs droits ; cette dernière a été adoptée en juin 2011. Les travailleurs domestiques ont mis en exergue leurs préoccupations, depuis le paiement d'un salaire adéquat jusqu'à des mesures contre le harcèlement et la violence, lors de la Conférence internationale du travail annuelle de 2010, où sept d'entre eux siégeaient dans les rangs des délégations officielles du Brésil et du Paraguay. Pour améliorer les compétences de plaidoyer chez les travailleurs domestiques, ONU Femmes continue à parrainer des formations relatives au droit national du travail, qui donnent les moyens de faire respecter les normes en matière de travail par les employeurs.

Dans l'Etat de Pernambouco, au Brésil, grâce à un partenariat avec le Secrétariat aux politiques en faveur des femmes, un travail similaire a permis d'autonomiser les femmes rurales pauvres, un autre groupe marginalisé économiquement. Plus de 19.000 femmes ont reçu une formation professionnelle ainsi que des informations sur leurs droits, ce qui a permis aux organisations de femmes rurales de promouvoir avec succès le premier plan sous-national d'action du Brésil visant à autonomiser les femmes rurales. En Uruguay, ONU Femmes a aidé à la formation du premier réseau de femmes handicapées, afin de contribuer à améliorer leur position sur le lieu de travail.



En Afghanistan, ONU Femmes continue d'aider les refuges pour femmes à faire office de sanctuaires pour les femmes fuyant les abus. De nouveaux efforts sont entre autres déployés pour recueillir les premières données systématiques sur les pratiques violentes, qui serviront de base aux nouvelles stratégies visant à y mettre fin.

METTRE FIN À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES

Les actions dévouées des défenseurs des droits des femmes ont permis de mettre la fin de la violence contre les femmes au cœur des lois et politiques de nombreux pays: deux tiers d'entre eux sont désormais dotés de dispositifs juridiques visant à mettre fin à la violence domestique. La question figure désormais dans les ordres du jour mondiaux en matière de sécurité, par exemple par le biais de la reconnaissance formelle du viol en tant que crime de guerre. Pourtant, la violence contre les femmes et les filles demeure une pandémie mondiale, continuant de constituer une violation des droits des femmes et d'être dommageable à tous les pays et communautés. Elle a également un coût économique considérable, entraînant une perte de productivité et une hausse des coûts des services de santé et judiciaires s'élevant à des milliards de dollars.

« Je rêve d'un monde où les femmes ne seront plus victimes de la violence domestique, où ONU Femmes travaillera à promouvoir une vie sans violence. Nous sommes tous égaux. Nous avons les mêmes droits, à tous les niveaux. »

—KAREN VALERO, COLOMBIE

La fin de la violence contre les femmes exige la création et le passage de lois relatives à une telle violence, l'adoption de plans d'action et de budgets pour l'application de la législation, l'instauration de programmes de prévention et de services de protection en faveur des femmes victimes, et l'organisation de campagnes de sensibilisation, notamment en collaboration avec les jeunes. ONU Femmes est active sur tous ces fronts.

Asie

En 2010, en Afghanistan, ONU Femmes a appuyé l'établissement de systèmes nationaux visant à mettre fin à la violence, ainsi que l'apport de services localisés. Travaillant en étroite collaboration avec le ministère des Questions relatives aux femmes, ONU Femmes a participé à l'établissement d'un réseau de huit bases de données régionales fournissant les premières preuves les plus cohérentes et concrètes sur les pratiques violentes qui demeureraient autrement anonymes et non remises en cause. Ces données seront utilisées pour élaborer des stratégies nationales et locales contre la violence.

L'appui apporté en Afghanistan s'est également traduit par l'appui aux centres d'orientation et aux abris, où près de 200 femmes et leurs enfants ont trouvé refuge en 2010. Un réseau de groupes non gouvernementaux menant à bien des programmes contre la violence dans 21 provinces a apporté son aide en apprenant aux communautés à constituer des Groupes d'appui familiaux qui enseignent à leurs voisins comment mettre fin à la violence, orientent les victimes vers les services de protection, et surveillent ce qui se passe dans les régions retirées ne bénéficiant que d'un maintien de l'ordre limité. La formation d'assistants et d'assistantes juridiques a permis d'apporter une aide juridique aux victimes d'Herat, ouvrant une nouvelle voie pour la justice.

En Thaïlande, l'utilisation novatrice par ONU Femmes de la plateforme en ligne Dites NON, élément de l'initiative de sensibilisation mondiale déployée dans le cadre de la campagne Tous UNIS pour mettre fin à la violence contre les femmes, lancée par le Secrétaire général des Nations Unies, a suscité une mobilisation massive de la population pour mettre fin à la violence. Encouragés par un partenariat convaincant entre l'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, la Princesse Bajrakitiyabha et le ministère de la Justice, plus de trois millions de Thaïlandais ont appelé à la fin de la violence contre les femmes, et ont participé à des manifestations de sensibilisation tels que des défilés à bicyclettes et des concours mettant en avant des personnes faisant office de modèles.

Cet élan a entraîné de nombreux changements, tels que la mise en place de nouvelles directives judiciaires, en vue de mettre pleinement en œuvre la loi thaïlandaise contre la violence domestique, et de centres de crise à guichet unique fonctionnant désormais dans 750 hôpitaux provinciaux et de districts. A la mi-2010, plus de 73.000 enseignants, étudiants, fonctionnaires et

membres de la communauté ont participé à des sessions spéciales organisées par des procureurs provinciaux en vue d'éduquer la population sur ses droits et ses responsabilités en vertu des lois contre la violence. Le programme « Les jeunes disent NON à la violence contre les femmes » mené à bien dans les écoles permet de rendre la nouvelle génération pleinement consciente des droits des femmes.

Europe et CEI

Les adolescentes ont été mises de manière croissante au cœur des initiatives déployées pour mettre fin à la violence contre les femmes. ONU Femmes participe à l'Equipe spéciale des Nations Unies sur les adolescentes en vue d'appuyer la promotion des politiques et programmes visant à autonomiser les filles et à mettre fin aux abus. Une question clé demeure le mariage forcé, une pratique susceptible d'arracher les filles de l'école et d'entraîner une hausse des maladies et des décès maternels. Au Tadjikistan, les constantes actions de plaidoyer appuyées par ONU Femmes, sur la base des recommandations du Comité de la CEDAW, ont convaincu le parlement du pays d'élever l'âge du mariage à 18 ans, et d'exiger des imams musulmans de promouvoir les responsabilités des hommes et les droits des femmes dans leurs sermons du vendredi.

Etats arabes

Au Maroc, ONU Femmes a apporté son soutien à la Caravane de la Paix, de l'égalité et de la citoyenneté, qui a sillonné trois provinces en vue de sensibiliser aux dommages causés par les mariages précoces. Les hommes et les femmes de différentes localités ont organisé des manifestations publiques pour appeler les responsables politiques à mieux protéger les femmes ; un film marquant a donné à la question une visibilité nationale. Le ministre de la Justice a depuis déployé des équipes de juges et d'huissiers d'audience en vue de mieux réglementer les pratiques matrimoniales, grâce à un enregistrement officiel cohérent, qui aide à réduire les unions avec des mineures.

Niveau mondial

Mettre fin à la violence contre les femmes exige un savoir-faire. En vue d'apporter des connaissances d'experts aux praticiens, ONU Femmes a lancé en 2011 le Centre virtuel de connaissances pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles (www.endvawnow.org/fr), une source d'informations intégrée pour concevoir et mettre en œuvre les programmes de lutte contre la violence. ONU Femmes a également publié des manuels sur la manière d'élaborer efficacement des plans nationaux d'action et des lois visant à mettre fin à la violence contre les femmes, en fournissant des orientations sur deux objectifs clés de la campagne de lutte contre la violence Tous UNIS du Secrétaire général des Nations Unies.



Les femmes ont fait entendre leur voix lors des élections de 2010 au Soudan, avec un taux record de participation au vote, suite à 24 ans de conflit. Les quotas fixés pour l'élection de femmes ont été atteints et dépassés, et de nouvelles femmes législatrices font déjà énergiquement pression pour promouvoir l'égalité des sexes.

IMPLIQUER LES FEMMES DANS LES RÉPONSES EN MATIÈRE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

Des viols à grande échelle jusqu'aux déplacements massifs, la guerre frappe les femmes de multiples manières. Les conflits terminés, et quelles que soient les horreurs qu'elles ont vécues, les femmes sont celles qui remettent leurs familles, leurs foyers et leurs communautés sur pied. Pourtant, leur rôle et leurs droits continuent d'être ignorés lors des pourparlers de paix. Depuis 1992, moins de 10% des négociateurs de paix ont été des femmes ; moins de 6% des budgets de reconstruction sont consacrés spécifiquement à répondre aux besoins des femmes et des filles.

ONU Femmes aide à corriger ce déséquilibre criant en encourageant la pleine application des engagements du Conseil de sécurité des Nations Unies et régionaux en faveur de l'égalité des sexes, y compris de la résolution 1325 du Conseil de sécurité. La résolution, premier engagement international de ce type, appelle les femmes à participer pleinement à tous les aspects de la paix et de la reconstruction.

Crédit photo : Roberto Schmidt—AFP/Getty Images

« Je rêve d'un monde où les femmes occupent des postes de prise de décisions. Je rêve de voir ma fille dirigeante et décisionnaire politique. »

—KEFAYAH MOHAMMED MOSTAFA NJOUM, TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

Afrique

Une participation précoce et appropriée aux processus postconflits peut offrir de nombreuses opportunités de réorienter le débat politique de manière favorable à l'égalité des sexes. Au Soudan, en 2010, avant les premières élections multipartites jamais organisées en 24 ans, ONU Femmes a aidé les femmes à se présenter en tant que candidates efficaces, a promu leur représentation au sein des organes électoraux, et appuyé l'éducation électorale et civique, centrée sur l'égalité des sexes. Ces activités, qui ont permis une large action de sensibilisation grâce aux généreux financements de nombreux pays donateurs, ont conduit un nombre record de femmes dans les bureaux de vote ainsi qu'à l'atteinte du quota de 25% de femmes élues au sein du parlement ; le corps législatif du Sud-Soudan l'a même dépassé, avec 31% de femmes. Les nouvelles femmes députées ont déjà constitué des groupes, fait pression en faveur de l'application de ce quota aux comités législatifs, et commencé à préparer un examen sensible au genre de la constitution intérimaire du Sud-Soudan.

Dans le cadre du référendum de 2011 sur l'indépendance du Sud-Soudan, ONU Femmes a appuyé la création d'une unité spéciale de l'égalité des sexes au sein de la Commission référendaire du Sud-Soudan, en vue de promouvoir la participation des femmes. Pour surmonter les problèmes inhérents au taux d'analphabétisme élevé chez les femmes, qui dépasse 90%, ONU Femmes a envoyé 24 groupes de la société civile faire du porte à porte dans les dix états de la région en vue de sensibiliser les électeurs sur les droits et les priorités des femmes, et de les encourager à aller voter. La participation des femmes a, là encore, atteint des niveaux records, ces dernières participant pleinement à la décision de créer le plus récent pays indépendant au monde.

Amérique latine et Caraïbes

Dans un certain nombre de pays où les conflits ont pris fin, ONU Femmes œuvre aux côtés des femmes à réclamer justice pour des actes et crimes de guerre, y compris par le biais de dédommagements. En 2010, ONU Femmes a appuyé les défenseurs des femmes du Guatemala, qui ont réclamé justice en organisant le premier Tribunal de la conscience. Après trois décennies, les victimes de violences sexuelles en période de conflits ont témoigné devant un jury d'experts et rompu le long silence qui avait été maintenu sur ces crimes. Le jury a examiné les faits et estimé que l'action de l'Etat était hautement inappropriée, en raison de la persistance d'une culture d'impunité. Au nombre des recommandations d'actions futures faites, on peut citer l'adoption d'une loi visant à octroyer des réparations de manière systématique suite à des violations

des droits fondamentaux, notamment celles impliquant des violences sexuelles. Devant l'intérêt aigu manifesté par le public à l'égard du Tribunal de la conscience, les responsables judiciaires ont commencé à s'engager auprès des défenseurs des femmes, et apprennent comment mieux préparer les juges à traiter des cas de violences sexuelles liés aux conflits.

Niveau mondial

Au niveau mondial, ONU Femmes joue un rôle leader pour ce qui est d'élaborer un cadre interinstitutionnel global des Nations Unies pour l'application et le suivi de la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Pour la première fois en 2011, toutes les organisations des Nations Unies travaillant sur les questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité, ont commencé à œuvrer en faveur de cibles et objectifs communs et limités dans le temps. La stratégie s'appuie sur les indicateurs adoptés en 2010, qui permettent de contrôler l'application de la résolution 1325, faisant le point sur des questions essentielles telles que le financement alloué aux femmes et le niveau de participation des femmes. Les femmes devant participer au retour d'information continu sur toutes les activités liées à la résolution 1325, ONU Femmes a organisé en 2010 des journées portes ouvertes mondiales dans 25 pays en situation postconflituelle, où les militantes ont pu exprimer leurs points de vue face à un éventail de responsables de haut niveau des Nations Unies, dont certains issus de missions de maintien de la paix. Une compilation de leurs recommandations a été présentée au Secrétaire général des Nations Unies.

Un partenariat entre ONU Femmes et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix permet déjà de faire participer le système des Nations Unies à des opérations coordonnées sur des éléments spécifiques de la consolidation de la paix, en vertu du plan d'action 2010 en sept points du Secrétaire général des Nations Unies visant à améliorer la participation des femmes. Celui-ci comprend des actions en matière de planification postconflituelle, de financement, de justice et de représentation politique. ONU Femmes collabore également avec le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour proposer une formation préalable au déploiement à tous les soldats de la paix des Nations Unies sur la violence sexuelle en période de conflits. Cette formation, qui est une première, a débuté en 2010 ; plusieurs pays contribuant de manière significative aux opérations de maintien de la paix la pilotent désormais. Des scénarios en situation réelle, associés à des recommandations pratiques, préparent les « casques bleus » des Nations Unies à lutter contre les menaces à la sécurité des femmes et des filles.



Le travail à la maison n'apparaît généralement pas dans les enquêtes nationales utilisées pour orienter les plans et budgets nationaux. Le Salvador inclut désormais le travail non rémunéré dans ses enquêtes. Le temps passé par les mères pour prendre soin de leurs enfants, par exemple, a été pris en compte dans le tableau d'ensemble.

RENDRE LES PLANS ET LES BUDGETS SENSIBLES AU GENRE

La promesse de réaliser l'égalité des sexes, que ce soit dans la législation ou dans les engagements politiques, ne signifie rien si elle n'est pas réalisée. Sa réalisation exige l'action de l'administration publique — la police, les plans nationaux et locaux, les budgets et les données statistiques sur les besoins et les progrès accomplis pour lutter contre les écarts entre les sexes — qui doit agir au nom de l'égalité des sexes. ONU Femmes promeut les dispositifs en faveur de l'égalité des sexes dans ces trois domaines, et travaille par le biais des mécanismes de coordination des donateurs qui définissent les priorités au niveau de l'aide au développement. ONU Femmes aide également les institutions nationales à diriger et soutenir la promotion des femmes.

« Mon rêve est de voir les écarts entre les sexes se réduire, et les femmes se voir donner les mêmes chances de contribuer au développement économique et social. J'espère qu'ONU Femmes continuera de nous soutenir dans la mise en place d'une politique fiscale favorisant l'équité entre les sexes, car la politique fiscale n'est pas neutre, et a des effets différents sur les hommes et les femmes. »

—MARIA DOLORES ALMEIDA, VICE-MINISTRE DES FINANCES DE L'ÉQUATEUR

Afrique

En 2010, pour mieux faire le lien entre l'égalité des sexes et les changements climatiques, ONU Femmes a aidé le Mozambique à devenir le premier pays à avoir une stratégie nationale sur l'égalité des sexes, l'environnement et les changements climatiques. La situation géographique du Mozambique rend ce pays hautement vulnérable aux catastrophes naturelles liées au climat. Ces dernières peuvent avoir des conséquences majeures sur les moyens d'existence des femmes dont les activités économiques reposent en grande partie sur l'agriculture.

La nouvelle stratégie établit une unité chargée de l'égalité des sexes au sein du ministère de la Coordination de l'action environnementale. Cette dernière permettra d'intégrer les considérations de genre dans un certain nombre de réponses publiques apportées aux changements climatiques. Les femmes se verront attribuer des rôles clés au sein de leurs communautés et au niveau national dans les décisions liées à la gestion environnementales. De nouvelles technologies tenant compte des besoins des femmes seront développées, y compris des cuisinières améliorées qui réduiront la charge de travail des femmes et l'utilisation non durable des carburants naturels. La formation sur l'égalité des sexes ainsi que la budgétisation sensible au genre seront introduits dans toutes les parties du gouvernement participant à la bonne intendance de l'environnement.

ONU Femmes est le principal promoteur de la budgétisation sensible au genre au niveau mondial qui vise à assurer que l'allocation des ressources publiques bénéficie sur un pied d'égalité aux femmes et aux hommes. Au Rwanda, ONU Femmes a aidé à mener à bien avec succès un pilotage de la budgétisation sensible au genre au sein de quatre ministères nationaux, qui a permis de produire des états budgétaires sensibles au genre, présentés au Parlement avec le budget général. A partir de l'année fiscale 2011-2012, la budgétisation sensible au genre sera obligatoire pour tous les ministères, les districts et la ville de Kigali.

Les exercices d'établissement des coûts sont souvent des étapes essentielles vers des crédits budgétaires officiels. En 2010, ONU Femmes a travaillé avec le gouvernement des Seychelles pour produire un plan national d'action sur la fin de la violence contre les femmes, qui analyse les insuffisances au niveau du financement et stipule les exigences financières pour chacune des séries de mesures à prendre par les ministères gouvernementaux pertinents.

Europe et CEI

En Géorgie, ONU Femmes a aidé le gouvernement et les partenaires de la société civile à établir les deux premiers refuges parrainés par l'Etat destinés aux femmes victimes de violence.

Les activités de plaidoyer menées par les groupes de femmes ont permis d'inclure le financement complet des deux refuges dans le budget national 2011.

Amérique latine et Caraïbes

Après que le ministère des Finances de l'Equateur a intégré le critère d'égalité des sexes dans ses Lois de planification et de finances publiques, les Directives budgétaires 2011 ont stipulé l'inclusion obligatoire d'au moins un programme visant à appliquer le Plan d'égalité des chances et à incorporer une perspective de genre dans tous les projets et programmes sectoriels. Suite à cela, les ressources allouées à l'égalité des sexes ont triplé au cours de l'année passée.

Une planification et une budgétisation du développement améliorant efficacement l'accès des femmes aux services, aux ressources et aux opportunités repose sur des données fiables. En Amérique centrale, suite aux actions de plaidoyer et aux recherches menées à bien par la Conférence des statistiques des Amériques, appuyées par ONU Femmes, trois pays intègrent désormais des mesures par sexe dans les enquêtes nationales sur les ménages.

Le Mexique a ajouté de nouvelles questions sur la répartition des dépenses au sein du ménage, tandis qu'El Salvador et le Honduras ont intégré des modules sur l'utilisation du temps et le travail non rémunéré afin de refléter l'éventail complet des contributions économiques des femmes.

Niveau mondial

ONU Femmes est attachée à l'ordre du jour sur l'efficacité de l'aide et engagée dans les processus liés à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et au Programme d'action d'Accra. Travaillant en partenariat avec les donateurs et les partenaires nationaux au Cameroun, au Népal, au Pérou, au Rwanda et en Tanzanie, ONU Femmes a aidé à faire entendre la voix et les priorités des femmes dans les mécanismes de coordination de l'aide, en élargissant l'application de la budgétisation sensible au genre à l'aide au développement étranger. Cela a entraîné l'inclusion des priorités au niveau de l'égalité des sexes dans les programmes sectoriels qui s'appuient sur une combinaison de ressources domestiques et internationales, et sur l'intégration d'indicateurs liés au genre dans le contrôle de l'exécution. Au Cameroun, ONU Femmes a collaboré avec les partenaires nationaux et les agences bilatérales et multilatérales pour mener à bien une évaluation des bénéficiaires des services de santé en matière de procréation. Cette analyse peut aider le secteur de la santé à faire face aux taux de mortalité maternelle élevés, entre autres questions, en répondant aux causes socioéconomiques de base.



L'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Nicole Kidman (à gauche) a été une voix prédominante qui a attiré l'attention mondiale sur la fin de la violence contre les femmes. Elle s'est rendue en Haïti en 2010 après le tremblement de terre dévastateur, visitant le seul refuge pour femmes victimes de la violence.

CONSTITUER DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES

Les partenariats enrichissent et contribuent aux réalisations d'ONU Femmes, et portent ses messages en faveur de l'égalité des sexes dans le monde entier. Les partenaires stratégiques d'ONU Femmes aident à orienter les activités d'ONU Femmes et à appliquer les programmes. De nature très diversifiée, ils incluent les gouvernements, les agences des Nations Unies, les autres organisations multilatérales, les groupes de femmes et de la société civile, les firmes du secteur privé, un réseau de comités nationaux et des fondations.

« Si l'égalité des sexes était une réalité, chacun et chacune participerait à la promotion et à l'autonomisation du genre humain. La société serait unie, et le monde meilleur. »

—VACHARIN PATJEKVINYUSAKUL, RESPONSABLE DES JUGES, COUR CRIMINELLE DE THONBURI, EN THAÏLANDE

Les entreprises privées des pays industrialisés et en voie de développement ont un rôle croissant à jouer pour promouvoir l'égalité des sexes, en tant que soutiens, défenseurs des normes en matière d'égalité des sexes et fournisseurs d'emplois pour les femmes. En 2010, ONU Femmes a fait un pas majeur afin d'inciter le secteur privé à s'impliquer sur le lieu de travail, sur le marché et au sein de la communauté. Elle a lancé les principes d'autonomisation des femmes : « Pour l'entreprise aussi, l'égalité est une bonne affaire », en partenariat avec le Pacte mondial des Nations Unies. Sept principes, basés sur les pratiques des entreprises en situation réelle recueillies dans le monde entier, guident les entreprises pour qu'elles offrent de nouvelles opportunités aux femmes.

À la mi-2011, plus de 180 présidents de sociétés ont signé la Déclaration de soutien des PDG à ces principes, qui prévoit notamment, entre autres engagements, une politique interne de la direction en faveur de l'égalité des sexes, la promotion du développement professionnel des femmes, le traitement des femmes et des hommes sur un pied d'égalité, ainsi que l'appui à l'égalité par le biais d'actions communautaires.

Les partenaires du secteur privé aident eux aussi ONU Femmes dans ses activités au niveau du pays. En Thaïlande, un nombre croissant d'entreprises prestigieuses ont parrainé des campagnes de collecte de fonds pour organiser des campagnes de lutte contre la violence, y compris Thai Airways et le Central Group of Companies. Thai Airways a recueilli des fonds auprès de ses passagers, tandis que le Central Group of Companies a installé des urnes de dons en bonne place dans ses magasins, réalisé une formation du personnel sur la fin de la violence contre les femmes et mis en place des services téléphoniques d'urgence mobiles aux comptoirs des services clients de ses succursales à travers le monde.

Après que Kumtor Operating, une entreprise privée, a entendu parler du succès des partenariats lancés par ONU Femmes avec des groupes communautaires et des gouvernements locaux au Kirghizistan, elle lui a apporté un financement pour renforcer la sécurité économique des femmes rurales. Un nouveau système de subventions a été mis en place, associant des fonds de Kumtor Operating, des communautés locales et des gouvernements. Ces mesures d'appui, qui prévoient notamment la création d'installations de soins à l'intention des enfants et des personnes âgées plus faciles d'accès, augmenteront considérablement les chances de 11.000 femmes de bénéficier de meilleurs moyens d'existence.

Le réseau d'ONU Femmes constitué de 18 comités nationaux couvre un grand nombre de lieux en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et dans le Pacifique. Chacun sollicite les parties prenantes nationales en vue de recueillir des fonds et de sensibiliser à l'importance d'appuyer le travail d'ONU Femmes.

En 2010, le Comité national du Japon a poursuivi ses partenariats privés avec Avon Japan et Shiseido, dans le cadre d'une campagne continue visant à développer les initiatives de responsabilité sociale de l'entreprise. Il a également organisé un panel avec le Cabinet japonais en vue de mettre en exergue les contributions des femmes entrepreneurs d'ici à la tenue de la réunion sur la Coopération économique Asie-Pacifique 2010.

Le Comité national de Finlande a réalisé une série de présentations sur les femmes et les filles dans les pays en développement, qui sont maintenant largement utilisées dans les écoles.

Figurent parmi les présentateurs de ces programmes de jeunes célébrités, telles que Laura Lepistö, médaille de bronze aux championnats mondiaux de patinage artistique 2010, Anna Puu, la gagnante d'une émission de télé-réalité ainsi que la présentatrice de télévision Silvia Modig.

En Australie, le Comité national a rassemblé plus de 33.000 personnes afin de célébrer le 100^{ème} anniversaire de la Journée internationale de la femme. Des kits éducatifs axés sur l'importance du leadership des femmes ont été distribués dans toutes les écoles primaires et secondaires. Plus de 300.000 rubans et badges violets ont été distribués dans tout le pays pour sensibiliser à ONU Femmes et encourager la population à soutenir l'égalité des sexes. L'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, Nicole Kidman, a aidé à sensibiliser à la question de la violence contre les femmes au niveau mondial, ainsi qu'aux moyens d'y mettre fin. En 2010, l'actrice récompensée aux Oscars, s'est rendue en Haïti pour attirer l'attention sur la vulnérabilité croissante des femmes et des filles depuis le tremblement de terre dévastateur. Au milieu des ruines, elle a visité le seul refuge pour victimes de la violence en Haïti, qui a dû être installé dans un camp temporaire après que le tremblement de terre ait eu raison du bâtiment accueillant l'installation. Malgré les conditions difficiles, le refuge soutenu par ONU Femmes a continué à apporter une gamme complète de services complémentaires aux victimes.

Nicole Kidman a appelé au renforcement de telles initiatives, afin qu'elles puissent toucher chaque femme et fille haïtienne victime de violences sexuelles, ce qui a fait l'objet d'une couverture médiatique importante dans le monde entier.



Le Fonds pour l'égalité des sexes consacre la moitié de ses subventions à promouvoir l'autonomisation politique des femmes, par le biais de projets tels qu'une initiative menée en Bolivie consistant à former des hommes politiques et des défenseurs des droits de l'homme sur l'égalité des sexes.

LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE D'ONU FEMMES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Le fonds multidonateurs d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes a été créé en 2009, dans le but d'aider les femmes à atteindre leur autonomisation politique et économique. Le fonds a pu être établi grâce aux dons généreux de l'Espagne (65 millions de dollars), de la Norvège (3,5 millions de dollars) et du Mexique (800.000 dollars). Au cours de son cycle de subventions pour 2009-2010, le fonds a attribué 37,5 millions de dollars à 40 programmes dans 35 pays. Parmi ceux-ci, 13 dons ont été attribués en 2010, totalisant 27,5 millions de dollars.

Depuis l'appel à propositions initial du Fonds, les demandes de subventions ont de loin dépassé les ressources disponibles. Le Fonds a donné lieu à 1.239 demandes de 127 pays différents, pour un montant total de 3 milliards de dollars. En vue d'évaluer équitablement ces dernières, 39 expert(e)s techniques indépendant(e)s basé(e)s dans toutes les régions du monde ont utilisé des critères empiriques pour classer et recommander ces propositions.

« Nous sommes fiers de nous voir accorder une subvention, grâce à laquelle nous mettrons en œuvre notre technologie qui a fait ses preuves, afin de permettre aux filles et aux jeunes femmes de prendre la tête des processus de prise de décisions au sein des ONG locales. Nous sommes convaincus que leurs activités permettront d'assurer un avenir meilleur pour elles-mêmes et pour la Bosnie-Herzégovine dans son ensemble. »

—SABINA DERVISEFENDIC, ASSOCIATION D'EXPERTS KULT/BH, BOSNIE-HERZÉGOVINE, BÉNÉFICIAIRE DU FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Le Fonds pour l'égalité des sexes appuie les organisations de femmes, les groupes de la société civile et les gouvernements au moyen d'investissements significatifs, en utilisant deux types de subventions. Les subventions catalytiques accélèrent les progrès en renforçant les plans et politiques en matière d'égalité des sexes là où ils n'existent pas encore. Leurs montants se situent entre 100.000 dollars et 500.000 dollars sur un à deux ans. Les subventions d'application soutiennent les programmes qui s'appuient sur les plans, politiques et lois existantes à l'échelle nationale ou locale.

Distribuées sur une période de deux à quatre ans, elles peuvent s'élever entre 1 et 5 millions de dollars. En 2009-2010, le Fonds a approuvé 27 subventions catalytiques et 13 subventions d'application. Sur ces dernières, neuf ont été attribuées à des projets menés à bien en Afrique, cinq dans les Etats arabes, dix en Asie et dans le Pacifique, six dans la CEE/CEI, neuf en Amérique latine et Caraïbes, et une à une initiative mondiale. 24 fonds de subventions visent à l'autonomisation politique, et 16 à l'autonomisation économique.

Les projets consacrés à l'autonomisation politique s'attachent à renforcer la participation politique des femmes, à faire en sorte que les politiques et les lois répondent davantage à leurs besoins, et à élargir leur accès à la justice.

Une subvention de 500.000 dollars sur deux ans accordée aux défenseurs des droits des femmes à *Las Dignas* et à *Las Méridas* au Salvador a contribué à lancer une campagne publique massive qui a mobilisé les groupes de femmes, les femmes parlementaires, le gouvernement et la Cour suprême. Elle a permis le passage d'une proposition de Loi sur l'égalité des sexes, qui comporte des dispositions en vue d'interdire la discrimination contre les femmes sur le lieu de travail et de mettre fin au harcèlement sexuel. Une subvention de seulement 500.000 dollars accordée au Sri Lanka a favorisé une plus grande participation des femmes dans la politique locale, défendue par *Women and Media Collective*. Déjà, deux partis politiques ont convenu d'augmenter le nombre de femmes candidates de 2 à 20%.

Les projets d'autonomisation économiques ont entre autres pour objectifs d'élargir l'utilisation de la budgétisation favorisant l'égalité des sexes, l'amélioration de l'accès des femmes aux actifs économiques tels que la terre, le renforcement du droit du travail en vue de protéger les droits des femmes, et l'amélioration des options des femmes au niveau de l'emploi décent. Grâce à un don pluriannuel de 3 millions de dollars, le Fonds *Ellen Johnson Sirleaf Market Women* du Libéria a commencé à travailler en vue d'assurer que, dans quatre ans, plus de 9.000 femmes et leurs familles disposent de sources de revenus régulières grâce à la revitalisation des marchés locaux.

1^{er} cycle de subvention — bénéficiaires 2010

AFRIQUE

Zimbabwe

Zimbabwe Women's Resource Centre and Network (ZWRCN)

« Budgétisation favorisant l'égalité des sexes et programme d'autonomisation des femmes »

1.680.939 dollars

Rwanda

RCN Justice & Démocratie et Association HAGURUKA pour la défense des droits des femmes et des enfants

« Aller plus loin que la sensibilisation: modifier l'équilibre des pouvoirs sociaux pour permettre aux femmes d'avoir accès aux terres »

2.000.000 dollars

Libéria

Ellen Johnson Sirleaf Market Women Fund (SMWF/US) et SMWF/Liberia

« Programme du SMWF relatifs aux marchés »

3.000.000 dollars

ASIE

Cambodge

Cambodia Health Education Media Services (CHEMS) et Cambodian HIV/AIDS Education and Care (CHEC)

« Renforcer les opportunités économiques en vue d'assurer des moyens de subsistance aux femmes pauvres et à 1.300 femmes séropositives »

1.171.745 dollars

Chine

All-China Women's Federation (ACWF)

« Participation politique équitable des femmes chinoises »

2.456.934 dollars

Inde

Professional Assistance for Development Action (PRADAN) et JAGORI

« Aider les femmes des régions pauvres d'Inde à accéder, concrétiser et maintenir l'objectif fixé au NPEW »

2.549.974 dollars

ETATS ARABES

Egypte

Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Emigration, Social Research Center et The American University in Cairo

« Initiative Salheya pour l'autonomisation économique des femmes »

2.400.000 dollars

EUROPE et CEI Bosnie-Herzégovine

Centre de l'égalité des sexes de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et SNV, The Netherlands Development Organization, Bureau de la Bosnie-Herzégovine

« Localiser le genre »

1.472.340 dollars

Kirghizistan

Women Support Centre (WSC) et Women-Entrepreneurs Support Association (WESA)

« La responsabilité gouvernementale et la participation des femmes au mouvement des femmes pour leur propre autonomisation politique et économique : application de la CEDAW, Observation de clôture du Comité de la CEDAW, et Plan d'action national sur l'égalité des sexes »

1.290.991 dollars

AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES

Bolivie

Bureau de coordination des femmes
« Les femmes boliviennes dans le processus de changement : un cadre politique pour l'égalité des sexes »

2.474.134 dollars

Brésil

Secrétariat spécial pour les politiques en faveur des femmes et Institut féministe pour la démocratie

« Plus de droits et plus de pouvoir pour les femmes brésiliennes »

3.000.000 dollars

Jamaïque

Bureau des questions relatives aux femmes et Dispute Resolution Foundation

« Autonomisation économique et politique des femmes jamaïcaines : comment s'en sortir »

1.729.537 dollars

Mexique

Egalité des sexes : citoyenneté, travail et famille

« Renforcer la participation politique des femmes et promouvoir un ordre du jour en faveur de l'autonomisation économique »

2.295.000 dollars



Appuyé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes, le groupe Equal Access du Népal a diffusé chaque semaine des programmes de radio permettant aux femmes de raconter leurs expériences au niveau de la violence et du VIH/sida. Le nombre de femmes demandant de l'aide a doublé.

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Au nom du système des Nations Unies, ONU Femmes administre le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes, une source prédominante de financement des projets novateurs et catalytiques de lutte contre la violence. Dans le cadre de son 14^{ème} cycle d'octroi de subventions 2009-2010, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a attribué 20,5 millions de dollars à 26 initiatives dans 33 pays et territoires, les subventions atteignant en moyenne 776.000 dollars, généralement sur trois ans. 13 de ces subventions ont été attribuées en 2010, pour un total de 10 millions de dollars.

« Travailler avec notre travailleur social... a donné de l'espoir à [ma fille]. On lui a donné la force et les encouragements nécessaires pour aller faire part au chef du village des menaces continues qu'elle subissait, et celles-ci ont aujourd'hui pris fin. Les gens du village ont également cessé de rapporter de mauvaises choses sur elle et sur sa famille. »

— LA MÈRE D'UNE JEUNE FEMME DE 18 ANS VICTIME D'UNE AGRESSION SEXUELLE ET AIDÉE PAR LE SERVICE SOCIAL CAMBODIA, BÉNÉFICIAIRE DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES

Depuis qu'il a commencé à fonctionner en 1997, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a versé plus de 60 millions de dollars à 317 initiatives dans 124 pays et territoires. La majorité de ses bénéficiaires sont des organisations non gouvernementales, les subventions étant également attribuées à des gouvernements et à des équipes de pays des Nations Unies.

Un grand nombre de bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies signalent que des succès remarquables ont été enregistrés pour ce qui est de prévenir la violence, d'élargir l'accès aux services, et de mettre en œuvre les lois et les politiques. Une partie de ces subventions traite des croisements entre la violence et le VIH/sida ; un autre aide les victimes de violences sexuelles liées à des conflits. Totalisant un nombre record d'engagements mondiaux et nationaux pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, le Fonds d'affectation spéciale vise à combler l'écart entre les promesses et les actes.

À la fin 2010, le Fonds couvrait 83 projets actifs dans 74 pays. Figurent parmi les principaux projets de cette année *Equality Now* pilotant le programme « Espaces sûrs » pour les écolières en Zambie. Ces espaces ont d'abord été établis dans cinq écoles, bénéficiant à 500 filles. Le modèle est désormais soutenu par le ministère de l'Éducation, ouvrant la voie à son expansion. La formation des dirigeants religieux et traditionnels par *Action Aid Ethiopia* a conduit ces derniers à jouer de nouveaux rôles au niveau de la protection des droits des filles, en refusant par exemple de réaliser des mariages d'enfants. Des communautés du Cambodge ont bénéficié de services améliorés grâce à un modèle spécial mis en place par *Social Services Cambodia*. Il permet aux victimes de violences d'avoir accès à tous les services nécessaires au sein de leur localité, où ils peuvent demeurer proches de l'appui familial. Trois-quarts des femmes ayant recouru à ce modèle estiment qu'il leur a permis d'améliorer leurs vies.

Les campagnes radiophoniques menées par *Equal Access* au Népal ont entraîné le doublement du nombre de femmes recherchant des services liés à la violence et au VIH/sida. Dans la région Pacifique, l'Équipe régionale des sources d'information sur les droits pour le Pacifique est devenue la principale source d'expertise sur la réforme de la loi en vue de mettre fin à la violence, aidant par exemple les Îles Salomon à modifier son Acte sur les témoignages, de manière à ce que le passé sexuel d'une victime ne puisse plus être utilisé devant les tribunaux. Plusieurs des bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale se sont vus attribuer des récompenses pour le travail effectué en 2010. La campagne multimédia créative *Bell Bajao* (« Fais sonner la cloche ») de l'ONG *Breakthrough* en Inde a remporté le Lion d'argent lors du Festival international de publicité Cannes Lions 2010, devant 22.500 autres films. La campagne a atteint 130 millions de personnes avec des messages visant à faire cesser la violence domestique. Engagement aujourd'hui intégré dans la *Clinton Global Initiative*, la campagne est également défendue

par le Secrétaire général des Nations Unies. Une initiative interrégionale lancée par *l'Instituto Promundo* a remporté trois prix régionaux lors du concours mondial « Changer la vie grâce au football » 2010 de *Nike/Changemakers*.

14^{ème} cycle de subvention – bénéficiaires 2010

AFRIQUE

Burundi

Ministère des Droits de l'homme et de l'égalité des sexes du Burundi
Projet visant à appuyer l'application coordonnée de la stratégie nationale contre la violence sexiste au Burundi
903.700 dollars

Mozambique

Pathfinder International Mozambique
Renforcer les droits en matière de procréation pour réduire la violence contre les femmes dans la Province de Gaza
999.999 dollars

Zambie

Young Women's Christian Association
Approches communautaires participatives visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles en Zambie
868.296 dollars

ASIE/PACIFIQUE

Chine

Centre du développement culturel de Beijing pour les femmes rurales
« Contre la violence sexuelle à l'égard des filles rurales laissées au pays »
252.000 dollars

Indonésie

Équipe de pays des Nations Unies (UNFPA, UNICEF, UN Women)
Combattre la violence contre les femmes et les filles dans la Province de Papouasie
987.886 dollars

Philippines, Népal, Inde

Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) Fondation
Autonomisation des femmes autochtones dans les institutions coutumières traditionnelles
633.000 dollars

Îles Marshall

WUTMI – iBrave
Initiative en vue d'élaborer de meilleures réponses pour lutter

contre la violence dans notre environnement

698.326 dollars

Sri Lanka

Équipe de pays des Nations Unies (PNUD, UNFPA, UNICEF, UNHCR, OMS, OIT, VNU)
Programme commun des Nations Unies sur la prévention de la violence basée sur le genre, et la réponse à celle-ci, au Sri Lanka
969.588 dollars

ÉTATS ARABES

Égypte, Jordanie, Maroc

Jordanian Women's Union (JWU)
Une approche holistique à la lutte contre la traite des êtres humains en Jordanie, en Égypte et au Maroc
994.890 dollars

AMÉRIQUE LATINE ET CARAIBES

Pérou

Asociación de comunicadores sociales (CALANDRIA)
Innover dans le domaine de la participation civique des adolescents : exercer notre droit à une vie exempte de violence contre les femmes dans six districts ruraux du Pérou
999.999 euros

EUROPE ET CEI

Belarus

Équipe de pays des Nations Unies (UNFPA, UNICEF, OIM)
Renforcer les capacités nationales en vue de lutter contre la violence domestique au Belarus
885.000 dollars

Turquie

Mother Child Foundation (ACEV)
Formation des pères pour promouvoir des familles non violentes
465.415 dollars

INTERREGIONAL

Ouganda, Népal, Cambodge

Acid Survivors Trust International (ASTI)
Vers une stratégie globale pour mettre fin aux violences avec brûlures contre les femmes
427.100 dollars



ÉTATS FINANCIERS

ONU Femmes exprime sa reconnaissance à l'égard de la communauté des donateurs pour son appui, et est impatiente d'élargir et d'approfondir davantage sa base de donateurs. La proposition globale du Secrétaire général pour l'Entité composite pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes estime « les besoins financiers pour la phase de démarrage » à environ 500 millions de dollars par an. En vue d'atteindre cet objectif, ONU Femmes vise à augmenter à la fois le nombre de pays contributeurs, y compris en s'adressant à des pays n'appartenant pas à l'OCDE/CAD, ainsi que les montants qu'ils s'engagent à verser, se fixant un objectif de 250 millions de dollars E.U. en contributions (de base) non affectées venant de 150 pays en 2011.

État consolidé des recettes et des dépenses, DAW et OSAGI (désormais partie d'ONU Femmes)

pour l'exercice achevé le 31 décembre 2010
en milliers de dollars EU

	2010
RECETTES	
<i>Contributions volontaires:</i>	
Contributions non affectées (contributions de base)	-
Contributions affectées (autres contributions)	220
Sous-total	220
Intérêts créditeurs	117
Dépenses d'appui et autres recettes	22
Donations et recettes accessoires	-
Sous-total	139
TOTAL RECETTES	359
DÉPENSES	
<i>Programme:</i>	
Non affectées (de base)	-
Affectées (autre)	1,238
TOTAL DÉPENSES	1,238
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(879)
Transfert vers/à partir des réserves	-
Remboursements aux donateurs et transferts vers/à partir des autres fonds	-
Bilan des fonds, au 1 janvier	6,005
Bilan des fonds, au 31 décembre	5,126

Note : Les contributions et les dépenses dans le cadre du Budget ordinaire des Nations Unies sont incluses et indiquées dans l'ensemble du Budget et des États financiers des Nations Unies.

État consolidé des recettes et des dépenses, INSTRAW (désormais partie d'ONU Femmes)

pour l'exercice achevé le 31 décembre 2010
en milliers de dollars EU

	2010
RECETTES	
<i>Contributions volontaires:</i>	
Contributions non affectées (contributions de base)	2,923
Contributions affectées (autres contributions)	3,480
Sous-total	6,403
Intérêts créditeurs	235
Dépenses d'appui et autres recettes	169
Donations et recettes accessoires	-
Sous-total	404
TOTAL RECETTES	6,807
DÉPENSES	
<i>Programme:</i>	
Non affectées (de base)	1,274
Affectées (autre)	1,767
TOTAL DÉPENSES	3,041
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	3,766
Transfert vers/à partir des réserves	-
Remboursements aux donateurs et transferts vers/à partir des autres fonds	-
Bilan des fonds, au 1 janvier	10,879
Bilan des fonds, au 31 décembre	14,645

ONU Femmes a été créé aux termes de la résolution A/RES/64/289 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a consolidé les mandats, fonctions, actifs – dont les installations et l'infrastructure – et les passifs, y compris les obligations contractuelles, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de la Division de la promotion de la femme (DAW), de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et du Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme (OSAGI). Ladite résolution a également indiqué que toutes les activités d'ONU Femmes doivent continuer conformément aux arrangements opérationnels établis avant la date d'adoption de la présente résolution, et jusqu'à remplacement par de nouveaux arrangements. En conséquence de quoi, l'information financière annuelle de chacune des entités pour 2010 a été préparée dans le cadre d'ONU Femmes, tout en continuant à être enregistrée de manière séparée.

État consolidé des recettes et des dépenses,
UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)
pour l'exercice achevé le 31 décembre 2010
en milliers de dollars EU

	2009	2010
RECETTES		
<i>Contributions volontaires:</i>		
Contributions non affectées (contributions de base)	61,984	74,928
Contributions affectées (autres contributions)	75,896	81,938
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes	23,081	13,517
Fonds pour l'égalité des sexes	3,578	806
Sous-total	164,539	171,189
Intérêts créditeurs	1,710	1,030
Dépenses d'appui et autres recettes	8,173	7,295
Donations et recettes accessoires	5,692	665
Sous-total	15,575	8,990
TOTAL RECETTES	180,114	180,179
DÉPENSES		
<i>Programme:</i>		
Non affectées (de base)	49,228	79,734
Affectées (autre)	56,788	72,735
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence contre les femmes	10,665	13,414
Fonds pour l'égalité des sexes	6,508	13,056
Sous-total	123,189	178,939
<i>Budget d'appui biennal:</i>		
Frais d'administration et de gestion	11,562	13,099
Dépenses d'appui	4,907	7,827
Sous-total	16,469	20,926
TOTAL DÉPENSES	139,658	199,865
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	40,456	(19,686)
Transfert vers/à partir des réserves	(4,910)	(1,390)
Remboursements aux donateurs et transferts vers/à partir des autres fonds	(1,147)	(779)
Bilan des fonds, au 1 janvier	193,234	227,633
Bilan des fonds, au 31 décembre	227,633	205,778

Contributions pour les fonds d'affectation spéciale
en 2010, UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)
en milliers de dollars EU

Au 31 décembre 2010

CONTRIBUTEURS	Fonds pour l'égalité des sexes	Fonds d'affectation spéciale de l'ONU	TOTAL 2010	TOTAL 2009
Gouvernements				
ANTIGUA-ET-BARBUDA	-	4	4	-
AUSTRALIE	-	1,049	1,049	-
AUTRICHE	-	253	253	526
DANEMARK	-	388	388	-
ESPAGNE	-	6,693	6,693	7,396
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	-	3,000	3,000	2,500
FINLANDE	-	654	654	702
IRLANDE	-	-	-	576
ISLANDE	-	81	81	300
KAZAKHSTAN	-	-	-	20
LIECHTENSTEIN	-	18	18	18
MEXIQUE	806	-	806	-
NORVÈGE	-	-	-	7,156
PAYS BAS	-	-	-	5,882
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	-	-	-	30
SLOVÉNIE	-	-	-	17
SUISSE	-	228	228	265
TRINITÉ-ET-TOBAGO	-	-	-	10
Total des gouvernements	806	12,370	13,176	25,398
Comité national				
COMITÉ NATIONAL DE LA NOUVELLE ZÉLANDE	-	-	-	3
COMITÉ NATIONAL DE L'AUTRICHE	-	-	-	6
COMITÉ NATIONAL DE L'ISLANDE	-	50	50	-
COMITÉ NATIONAL DU CANADA	-	6	6	40
COMITÉ NATIONAL DU JAPON	-	28	28	43
COMITÉ NATIONAL DU ROYAUME-UNI	-	12	12	47
Total des comités nationaux pour UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)	-	96	96	139
Autres donateurs				
AVON	-	253	253	-
FAMILLE DES COMPAGNIES DE JOHNSON & JOHNSON	-	433	433	717
FONDATION ZONTA INTERNATIONAL	-	365	365	400
AUTRES DONATEURS	-	-	-	5
Total d'autres donateurs	-	1,051	1,051	1,121
TOTAL GÉNÉRAL	806	13,517	14,323	26,659

Les 20 contributeurs principaux en 2010, UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)
en milliers de dollars EU

Au 31 décembre 2010

Gouvernements	Non affectées (contributions de base)	Affectées (autres contributions)	TOTAL 2010	TOTAL 2009
ESPAGNE	22,088	23,471	45,559	48,122
NORVÈGE	12,796	9,530	22,326	22,260
ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	9,458	2,518	11,976	6,661
SUÈDE	3,370	7,383	10,753	12,581
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	5,985	-	5,985	5,006
AUSTRALIE	3,020	2,579	5,599	3,624
DANEMARK	1,811	3,146	4,957	2,968
CANADA	1,229	3,393	4,622	2,404
PAYS-BAS	2,721	1,774	4,495	4,815
ITALIE	675	2,607	3,282	703
ALLEMAGNE	1,920	1,093	3,013	2,544
BELGIQUE	1,541	1,076	2,617	1,929
FINLANDE	1,361	879	2,240	1,913
COMMISSION EUROPÉENNE	-	1,970	1,970	1,863
NOUVELLE-ZÉLANDE	1,800	-	1,800	1,590
LUXEMBOURG	1,408	-	1,408	1,324
SUISSE	975	-	975	1,172
IRANDE	903	30	933	1,084
AUTRICHE	269	514	783	782
ISLANDE	200	497	697	800
20 Principaux gouvernements	73,530	62,460	135,990	124,145
Autres gouvernements	1,416	599	2,015	5,016
Total des gouvernements	74,946	63,059	138,005	129,161

Contributions des gouvernements et d'autres donateurs en 2010, UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)

en milliers de dollars EU

Au 31 décembre 2010

CONTRIBUTEURS	Non affectées (contributions de base)	Affectées (autres contributions)	TOTAL 2010	TOTAL 2009
Gouvernements				
AFGHANISTAN *1	0.9	-	0.9	0.1
ALGÉRIE	5	-	5	40
ALLEMAGNE	1,920	1,093	3,013	2,544
ANDORRE	37	-	37	4
ANGOLA *2	-	-	-	4
ANTIGUA ET BARBUDA *2	-	2	2	8
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME D'	100	-	100	482
ARGENTINE	7.8	-	7.8	2
ARMÉNIE	1.5	-	1.5	-
AUSTRALIE	3,020	2,579	5,599	3,624
AUTRICHE	269	514	783	782
AZERBAÏDJAN	-	-	-	5
BAHAMAS *3	2	-	2	2
BANGLADESH	1	-	1	-
BARBADE	2	-	2	2
BELGIQUE	1,541	1,076	2,617	1,929
BELIZE	-	-	-	3
BÉNIN *8	-	-	-	-
BHOUTAN	0.5	-	0.5	1
BRÉSIL	-	-	-	838
BURKINA FASO	3.6	-	3.6	-
BURUNDI	0.1	-	0.1	-
CAMEROUN	-	-	-	109
CANADA	1,229	3,393	4,622	2,404
CAP VERT *3	0.5	-	0.5	-
CHILI *	23	-	23	3
CHINE	40	-	40	30
CHYPRE	3	-	3	7
COMMISSION EUROPÉENNE	-	1,970	1,970	1,863
COMORES	-	-	-	0.2
CONGO	-	-	-	0.2
COTE D'IVOIRE *8	-	-	-	-
CROATIE	-	-	-	24
DANEMARK	1,811	3,146	4,957	2,968
DJIBOUTI	1	-	1	-
DOMINIQUE	0.9	-	0.9	-
EGYPTE	5	18	23	-
EL SALVADOR	0.2	-	0.2	-
ÉMIRATS ARABES UNIS	50	-	50	-
ÉRYTHRÉE	0.2	-	0.2	0.2
ESPAGNE	22,088	23,471	45,559	48,122
ESTONIE	26	-	26	61
ÉTATS-UNIS	5,985	-	5,985	5,006
FINLANDE	1,361	879	2,240	1,913
FRANCE	-	20	20	1,108
GÉORGIE	3	-	3	5
GHANA *2	-	-	-	10
GRÈCE *3	35	-	35	15
GRENADE *3	0.3	-	0.3	-
GUATEMALA	0.6	-	0.6	-
GUYANE	1	-	1	1
HAÏTI	0.7	-	0.7	0.2
HONGRIE	-	-	-	5
ÎLES MARSHALL	1	-	1	-
INDE	20	-	20	20
INDONESIE	70	-	70	50
IRAQ *8	-	-	-	0.1
IRLANDE	903	30	933	1,084
ISLANDE	200	497	697	800
ISRAËL	90	-	90	20
ITALIE	675	2,607	3,282	703
JAMAÏQUE *8	-	-	-	-
JAPON	498	4	502	739
JORDANIE *8	-	-	-	-
KAZAKHSTAN	50	-	50	50
KOWEÏT	20	-	20	20
LIBAN *4	1	-	1	-
LIBÉRIA *8	-	-	-	0.20
LIECHTENSTEIN	14	-	14	13
LUXEMBOURG	1,408	-	1,408	1,324
MADAGASCAR	1	-	1	-
MALAISIE	10	-	10	5
MALI *2	-	-	-	0.4
MALTE	-	-	-	1
MAROC	4	-	4	8
MAURITANIE *8	-	-	-	-

Contributions des gouvernements et d'autres donateurs en 2010, UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)

en milliers de dollars EU

Au 31 décembre 2010

CONTRIBUTEURS	Non affectées (contributions de base)	Affectées (autres contributions)	TOTAL 2010	TOTAL 2009
MEXIQUE	-	405	405	856
MONTENEGRO *1	8	-	8	1
MOZAMBIQUE	2	-	2	2
NAMIBIE	2	-	2	-
NÉPAL	-	-	-	2
NIGER	-	-	-	0.2
NIGÉRIA	10	-	10	-
NORVÈGE	12,796	9,530	22,326	22,260
NOUVELLE ZÉLANDE	1,800	-	1,800	1,590
OMAN *3	5	-	5	-
PAKISTAN *3	10	-	10	15
PARAGUAY	0.8	-	0.8	-
PAYS-BAS	2,721	1,774	4,495	4,815
PHILIPPINES	10	-	10	-
PORTUGAL	25	-	25	-
QATAR *8	-	-	-	30
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	11	-	11	11
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	30	150	180	160
RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE	1	-	1	1
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	2	-	2	-
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	-	-	-	10
ROYAUME-UNI *5	4,800	-	4,800	-
ROYAUME-UNI	4,658	2,518	7,176	6,661
RWANDA	10	-	10	1
SAINT KITTS ET NEVIS	0.5	-	0.5	1
SAINTE LUCIE	-	-	-	1
SAINT-MARTIN *5	29	-	29	29
SAMOA	1	-	1	1
SÉNÉGAL *8	-	-	-	5
SERBIE *5	3	-	3	-
SEYCHELLES	-	-	-	1
SINGAPOUR	50	-	50	50
SLOVÉNIE	28	-	28	58
SUÈDE	3,370	7,383	10,753	12,581
SUISSE	975	-	975	1,172
SURINAME *2	-	-	-	2
TADJIKISTAN	-	-	-	0.1
TANZANIE	1	-	1	-
TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS *8	-	-	-	-
THAÏLANDE	10	-	10	20
TIMOR-LESTE	2	-	2	-
TOGO	0.5	-	0.5	-
TRINITÉ-ET-TOBAGO	5	-	5	-
TUNISIE	10	-	10	9
TURQUIE	50	-	50	50
URUGUAY	3	-	3	3
VIETNAM *8	-	-	-	-
Total des gouvernements	74,981	63,059	138,040	129,161
Organismes de l'ONU				
FAO	-	223	223	100
FENU	-	357	357	497
FIDA	-	150	150	363
FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'IRAK DU GNUD	-	416	416	1,500
OIM	-	694	694	-
OIT	-	40	40	71
ONU	-	433	433	-
ONUSIDA	-	345	345	357
PNUD	-	11,858	11,858	6,664
UNDEF	-	1,239	1,239	561
UNESCO	-	-	-	10
UNFPA	-	668	668	639
UNHCHR	-	148	148	-
UNICEF	-	109	109	118
UNOCHA	-	199	199	156
VNU	-	122	122	5
Total des organismes de l'ONU	-	17,001	17,001	11,041
Comités nationaux * 6				
COMITÉ NATIONAL DE LA FINLANDE	-	100	100	62
COMITÉ NATIONAL DE LA HONGRIE	-	2	2	3
COMITÉ NATIONAL DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE	-	78	78	-
COMITÉ NATIONAL DE LA SUISSE	-	112	112	35
COMITÉ NATIONAL DE L'AUSTRALIE	-	253	253	533
COMITÉ NATIONAL DE L'IRLANDE	-	2	2	-
COMITÉ NATIONAL DE L'ITALIE	3	-	3	3
COMITÉ NATIONAL DES ÉTATS-UNIS	13	-	13	15

Contributions des gouvernements et d'autres donateurs en 2010, UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)

en milliers de dollars EU

Au 31 décembre 2010

CONTRIBUTEURS	Non affectées (contributions de base)	Affectées (autres contributions)	TOTAL 2010	TOTAL 2009
COMITÉ NATIONAL DU CANADA	-	-	-	5
COMITÉ NATIONAL DU JAPON	20	65	85	36
COMITÉ NATIONAL DU ROYAUME-UNI	10	23	33	27
COMITÉ NATIONAL DU SINGAPOUR	-	98	98	43
AUTRES	-	-	-	5
Total des comités nationaux pour UNIFEM (désormais partie d'ONU Femmes)	46	733	779	767
Autres donateurs				
AVON	-	3	3	690
BANQUE MONDIALE (BIRD)	-	120	120	624
CENTRE COOPÉRATIF SUÉDOIS	-	7	7	-
FONDATION HEINRICH BOLL, BELI	-	20	20	-
FONDATION POUR LE PACTE MONDIAL	-	48	48	-
FONDATION TURNER UNFIP	-	-	-	175
FONDATION ZONTA INTERNATIONAL	-	250	250	349
FONDS CHRISTIANSEN	-	30	30	20
IDRC	-	107	107	305
INSTITUT DES ÉTUDES DE DÉVELOPPEMENT	-	-	-	176
KUMTOR KYR	-	130	130	-
OMEGA	-	220	220	-
OPEN SOCIETY INSTITUTE	-	75	75	-
PROGRAMME ARABE DE GOLFE POUR LES ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES	-	-	-	112
SOROPTIMIST	-	-	-	15
SUISSE	-	9	9	-
TIDES	-	100	100	-
UNITARIAN UNIVERSALIST SERVICE COMMITTEE	-	-	-	25
YVES SAINT LAURENT	-	10	10	-
AUTRES DONATEURS	-	16	16	12
Total d'autres donateurs	-	1,145	1,145	2,503
TOTAL GÉNÉRAL	75,027	81,938	156,965	143,472
Moins les montants payés en 2011 pour 2010	53	-	53	4,966
Moins les donations de base par les comités nationaux	46	-	46	481
Moins la contribution par le Comité national australien reçue en 2010 pour 2009	-	-	-	145
Contributions nettes reçues	74,928	81,938	156,866	137,880

*1 reçues pour 2010 et la ou les année(s) suivante(s).

*2 reçues au cours des années précédentes.

*4 reçues pour 2010 et l'année précédente.

*5 reçues en 2010 pour 2009

*6 reçues pour 2011

*7 Les donations de base par les comités nationaux sont présentées sous les contributions de base dans le cadre du Rapport annuel illustré, bien qu'officiellement elles soient considérées séparément comme donations.

*8 Contribution annoncées en attente pour impression.

Contributions des gouvernements et d'autres donateurs en 2010, DAW, OSAGI et INSTRAW (désormais partie d'ONU Femmes)

en milliers de dollars EU

Au 31 décembre 2010

CONTRIBUTEURS	Non affectées (contributions de base)	Affectées (autres contributions)	TOTAL 2010
INSTRAW			
<i>Gouvernements</i>			
CHILI	5	-	5
CHYPRE	3	-	3
COLOMBIE	2	-	2
ESPAGNE	2,836	3,480	6,316
INDE	1	-	1
INDONESIE	20	-	20
ISRAËL	15	-	15
MAROC	3	-	3
SLOVENIE	10	-	10
TUNISIE	3	-	3
TURQUIE	25	-	25
Total des gouvernements	2,923	3,480	6,403
DAW - OSAGI			
<i>Gouvernements</i>			
AUTRICHE	-	60	60
ISRAËL	-	10	10
PAYS-BAS	-	150	150
Total des gouvernements	-	220	220
TOTAL GÉNÉRAL	2,923	3,700	6,623



CONTACTS

Comités nationaux

Les comités nationaux d'ONU Femmes sont des organisations non gouvernementales indépendantes, qui appuient la mission d'ONU Femmes grâce à la sensibilisation et au plaidoyer sur les questions relatives aux femmes et à la collecte de fonds en faveur des projets d'ONU Femmes à travers le monde. On compte actuellement 18 comités nationaux dans les pays suivants:

Allemagne

Karin Nordmeyer, Présidente
Email: KNordmeyer@aol.com

Australie

Sue Conde, Présidente
Julie McKay, Directrice exécutive
Email: president@unwomen.org.au

Autriche

Lilly Sucharipa, Présidente
Email: info@unifem.at

Canada

Almas Jiwani, Présidente
Email: almas.unwomencanada@bell.net,
info@unwomencanada.org

Etats-Unis d'Amérique

Maggie Forster Schmitz, Présidente
Email: director@unwomen-usnc.org

Finlande

Elina Multanen, Directrice exécutive
Email: elina.multanen@unwomen.fi

Hongrie

Klára Dobrev, Présidente
Email: info@unifemnc.hu

Irlande

Mahin Sefidvash, Présidente
Email: info@unifem.ie, mahinsefidvash@iol.ie

Islande

Inga Dóra Pétursdóttir, Directrice exécutive
Email: ingadora@unwomen.is,
unwomen@unwomen.is

Italie

Simone Ovar, Présidente
Email: ovar@tin.it

Japon

Makiko Arima, Présidente
Email: unwomennihon@adagio.ocn.ne.jp

Norvège

Gro Lindstad, Directrice
Email: gl@fokuskvinner.no

Nouvelle-Zélande

Rae Julian, Présidente
Email: raejulian@paradise.net.nz

Philippines

Lorna P. Kapunan, Présidente
Kathleen N. Lior Liechtenstein, Présidente
Email: unifemncphil@yahoo.com

Royaume-Uni de Grande-Bretagne

Jan Grasty, Présidente
Email: jangrasty@talktalk.net

Singapour

Trina Liang-Lin, Présidente
Email: trina.liang@unifem.org.sg

Suède

Margareta Winberg, Présidente
Email: info@unwomen.se

Suisse

Alison King, Présidente
Email: alison.king@unwomen.ch
Erika Linder, Directrice exécutive
Email: erika.linder@unwomen.ch

Représentantes et Directrices des programmes régionaux

Asie du Sud

Anne F. Stenhammer
19A & 19B Rajdoot Marg
New Delhi 110021, Inde
Tél.: +91 11-26119127
Fax: +91 11-26119130
Email: anne.stenhammer@unwomen.org
Site Web: www.unifem.org.in

Asie de l'Est et du Sud-Est

Moni Pizani
United Nations Building, 5th Floor
Rajdamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Tél.: +66 2-288-9030 ou
+66 81-867-1476
Fax: +66 2-280-6030
Email: info.th@unwomen.org
Site Web: www.unifem-eseasia.org

Pacifique

Elizabeth Cox
Level 5, Vanua House
Victoria Parade
Suva, Fidji
Tél.: +679 330-1178 ou +679 330-1118
Fax: +679 330-1654
Email: registry@unwomenpacific.com
Site Web: www.pacific.unifem.org

Etats arabes

Maha Al-Nuaimy (OïC)
14 Abdallah Bin Omar Street
Shmeisani
P.O. Box 830 896
Amman 11183, Jordanie
Tél.: +962 6-520-0060
Fax: +962 6-567-8594
Email: admin.jordan@unwomen.org
Site Web: www.unifem.org.jo

Afrique du Nord

Leila Rhiwi (OïC)
13 Rue Ahmed Balafrej,
Souissi – Rabat 10000, Maroc
Tél.: +212 5-37-63-53-20 ou
+212 5-37-63-53-32
Fax: +212 5-37-63-53-40
Email: leila.rhiwi@unwomen.org

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique

Elisabeth Lwanga
UN Gigiri Complex, Gigiri Avenue
Block Q, Rooms 100-112
P.O. Box 30218, 00100
Nairobi, Kenya
Tél.: +254 20-762-4301 ou +254 20 762-4383
Fax: +254 20 762-4494 ou +254 20 762-4490
Email: elizabeth.lwanga@unwomen.org
Site Web: www.unifem-easternafrica.org

Afrique centrale

Diana Ofwona
12, Avenue de l'Armée
B.P. 445
Kigali, Rwanda
Tél.: +250 252-590463 ou +250 252-590468
Fax: +250 252-576263
Email: diana.ofwona@unwomen.org

Afrique de l'Ouest

Joséphine Odera
Immeuble Soumex, 2ème étage
Mamelles Almadies
B.P. 154
Dakar, Sénégal
Tél.: +221 33-869-99-70 ou +221 33-869-99-36
Fax: +221 33-860-54-95
Email: josephine.oder@unwomen.org

Afrique australe

Nomcebo Manzini
Merafe House
11 Naivasha Road, P.Bag X44
Sunninghill 2157
Johannesburg, Afrique du Sud
Tél.: +27 11-517-1579
Fax: +27 11-517-1631
Email: nomcebo.manzini@unwomen.org
Site Web: www.unifem-saro.org

Mexique, Amérique centrale, Cuba et République dominicaine

Ana Guezmes García
Montes Urales 440, 2° piso
Col. Lomas
Mexico City 11000, Mexique
Tél.: +52 55-4000-9808
Fax: +52 55-5203-1894
Email: contacto@onumujeres.net
Site Web: www.unifemweb.org.mx

Région andine

Lucia Salamea Palacios
Edif. Naciones Unidas 2do. Piso
Avenida Amazonas 2889 y La Granja
P.O. Box 17-03-4731
Quito, Equateur
Tél.: +593 2-2460-329 ou +593 2-2460-334
Fax: +593 2-2460-328
Email: lucia.salamea@unwomen.org ou
onu.mujeres.andina@unwomen.org
Site Web: www.unifemandina.org

Région caribéenne

Roberta Clarke
United Nations House, Marine Gardens
Hastings, Christ Church, Barbade
Tél.: +1 246-467-6000
Fax: +1 246-437-6596
Email: roberta.clarke@unwomen.org
Site Web: www.unifemcar.org

Cone du Sud

Rebecca Reichmann Tavares
EQSW 103/104, Lote 01
Bloco C, 1º Andar
Setor Sudoeste
Brasília DF, Brésil
Tél.: +55 61-3038-9280
Fax: +55 61-3038-9289
Email: rebecca.tavares@unwomen.org
Site Web: www.unifem.org.br

Europe centrale et de l'Est

Erika Kvapilova
Grosslingova 35
81109 Bratislava, République slovaque
Tél.: +421 2-593-37-324
Fax: +421 2-593-37-171
Email: erika.kvapilova@unwomen.org
Site Web: www.unifem.sk

Asie centrale

Damira Sartbaeva
67 Tole Bi Str.
Almaty, Kazakhstan
Tél.: +7 7272-582643
Fax: +7 7272-582645
Email: damira.sartbaeva@unwomen.org
Site Web: www.unifemcis.org/?en=1

Directrices des bureaux de liaison

Bureau de liaison d'ONU Femmes– Union européenne

Dagmar Schumacher
Rue Montoyer 14
1000 Brussels, Belgique
Tél.: +32 2-213-1444
Fax: +32 2-213-1449
Email: unwomen.brussels@unwomen.org

Bureau de liaison d'ONU Femmes–Espagne

Rocio Rodríguez Martínez
C/ Capitán Haya 42, 1ª Planta
28020 Madrid, Espagne
Tél.: +34 915 718-839
Fax: +34 915 718-839
Email: rocio.rodriguez@unwomen.org

Bureau de liaison d'ONU Femmes–Japon

Miyuki Kerkhof
4-1-27 Shukuin-cho Higashi
Sakai-ku
Sakai City, Osaka 590-0955, Japon
Tél.: +81 72-223-0009
Fax: +81 72-223-0091
Email: miyuki.kerkhof@unwomen.org

Bureau de liaison d'ONU Femmes–Union africaine

Florence Butegwa
Ericsson Building, 3rd Floor
Addis Ababa, Ethiopie
Tél.: +251-11-5221067 ou +251 913-202231
Fax: +251-11-5538163
Email: florence.butegwa@unwomen.org

ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les Etats membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires: renforcer le leadership et la participation des femmes; mettre fin à la violence contre les femmes; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité; renforcer l'autonomisation économique des femmes; et mettre l'égalité des sexes au cœur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

220 East 42nd Street
New York, New York 10017,
Etats-Unis d'Amérique
Tél.: +1 212-906-6400
Fax: +1 212-906-6705

www.onufemmes.org
www.facebook.com/unwomen
www.twitter.com/un_women
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes